



Hebdomadaire  
Paraît le vendredi  
N° 2790  
21 janvier 2022  
1,50 € • DOM: 2€



**Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!**

# **LUTTE OUVRIÈRE**

**Le journal  
d'Arlette Laguiller**

**UNION COMMUNISTE (trotskyste)**



## **Rien à attendre des élections**

# **Les travailleurs doivent compter sur leurs luttes**

**Rapport Oxfam**  
**Tout va bien pour  
les milliardaires**

Page 7

**Enseignement**  
**Colère contre  
Blanquer**

Page 6

**Hausse des prix**  
**Les salaires  
doivent suivre**

Page 3

**Leur société**

- Hausse des prix : les salaires doivent suivre 3
- Candidats de gauche : en mal de rassemblement 3
- Passe vaccinal : autoritarisme et incurie gouvernementale 3
- Choose France : l'éloge d'un paradis fiscal 4
- Pécrresse à Samos 4
- Municipales à Mainvilliers : petit baron noir 4
- Zemmour : récidiviste en liberté 4
- Électricité : le courant passe entre l'État et le privé 5
- Livret A : A comme appauvrissement ? 5
- Leclerc : baguette magique pour les profits 5
- Éducation : le goutte à goutte 6
- Manque de moyens pour les élèves handicapés 6
- Richesses : ceux qui les créent et ceux qui les empochent 7
- Université : la sélection sociale 7
- HLM : à côté de la plaque 7

**Dans le monde**

- Kazakhstan : le soulèvement populaire 8
- Otan - Russie : négociations entre brigands 8
- Union européenne : des dirigeants réactionnaires 9
- Armateurs géants : piraterie à grande échelle 9
- Chômage en hausse 9
- États-Unis : grèves 10
- Rojava : la population prise en otage 10
- Voitures : ça roule pour les milliardaires 10
- Arnaque au gaz à Paris 12

**Il y a 110 ans**

- États-Unis : en 1912, la grève du textile de Lawrence 11

**Dans les entreprises**

- RSI - Gennevilliers 12
- Autoentrepreneurs 12
- Métro - Bagneux 12
- Mobilisation le 27 janvier 13
- Hôtellerie-restauration 13
- Secteur médico-social 13
- Renault Trucks 14
- Thales groupe 14
- General Electric - Belfort 14
- PSA - Poissy 15
- Fnac - Valence 15

**Élection présidentielle**

- Les travailleurs, seule force sociale de progrès 16
- Réunions publiques 16

# Face à toutes les divisions, les travailleurs doivent défendre leurs intérêts de classe

La campagne présidentielle est lancée, et les propos plus rances les uns que les autres se succèdent. Zemmour, expert en la matière, vient ainsi d'expliquer, en fustigeant « l'idéologie égalitariste », que les enfants handicapés devraient être scolarisés à part des autres, dans des établissements spécialisés. Cet appel à la ségrégation est indécent. Mais les ministres, d'aujourd'hui et d'hier, qui l'ont critiqué sur ce point sont des hypocrites. En effet, les AESH qui accompagnent ces élèves, des femmes à 90 %, payées en moyenne 760 euros par mois, sont en nombre insuffisant. Cela parce que l'État veut dépenser le moins possible pour scolariser ces enfants.

Des candidats à la présidentielle parlent des prénoms musulmans, du drapeau tricolore ou des mesures à prendre contre les travailleurs étrangers. Tout cela est de la démagogie de caniveau, pour ne pas parler des problèmes essentiels que constituent les salaires, l'emploi, les conditions de travail et les pensions de retraite. Alors, il faut que le monde du travail interrompe ce déluge de bêtises en posant les vrais problèmes.

Jeudi 13 janvier, des dizaines de milliers de travailleurs de l'éducation ont manifesté contre le mépris dans lequel les tiennent le gouvernement et le ministre Blanquer, qui les baladent de protocole sanitaire en protocole sanitaire, sans jamais leur donner de moyens matériels et humains pour faire fonctionner les écoles. Signe que le gouvernement redoute la mobilisation des travailleurs, Castex a fait immédiatement quelques concessions.

Ces travailleurs ne sont pas les seuls à en avoir assez. Dans de nombreuses entreprises, des travailleurs revendiquent des augmentations de salaire. Les bilans financiers de l'année écoulée sont indécents. En 2021, le CAC 40 a augmenté de 29 %. Quel travailleur pourrait en dire autant de son salaire ? Les plus grandes entreprises auraient totalisé plus de 100 milliards de profits, et les milliardaires ont vu leurs patrimoines exploser.

Alors oui, il faut parler des salaires des aides à domicile et des auxiliaires de vie, du personnel hospitalier et de celui des Ehpad, des conducteurs de bus et des chauffeurs-routiers, des agents de sécurité et des manutentionnaires, des ouvriers de l'agroalimentaire et de ceux du bâtiment, de tous ces « premiers de corvée », essentiels

à la société et aujourd'hui méprisés, maltraités par leurs patrons et par le pouvoir. En avril 2020, Macron avait expliqué que les distinctions sociales devaient être fondées sur l'utilité. Dans sa bouche, quelle fumisterie ! Pour les travailleurs, rien n'a changé, si ce n'est en pire. Alors, il faut qu'ils utilisent cette période de campagne pour se faire entendre.

Les prix de l'énergie et de l'alimentation augmentent, rognant notre pouvoir d'achat ? Alors les salaires doivent suivre et augmenter de 300, 400, 500 euros ! Aucun salaire, aucune pension de retraite ne doivent être inférieurs à 2000 euros net.

Dans les hôpitaux, les écoles et les entreprises, les salariés sont débordés, alors qu'il y a 5,7 millions de chômeurs ? Alors, il faut embaucher massivement, répartir le travail entre tous, sans perte de salaire, en prenant sur les profits.

La pandémie a permis à des groupes capitalistes, aux entreprises pharmaceutiques et de matériel médical, aux Gafam et aux firmes de la grande distribution d'engranger des milliards ? Il faut les soumettre au contrôle de la population. Et si elles rechignent, il faut les exproprier et les faire fonctionner pour le bien collectif.

Il ne faut pas que les travailleurs attendent du futur président de la République qu'il change les choses. Il faut compter sur nos propres luttes. Le 27 janvier, une journée de grèves et de manifestations est organisée à l'appel de la CGT, FO, FSU et Solidaires, pour l'augmentation des salaires. Cette journée ne suffira pas, bien sûr, car, pour imposer des concessions aux capitalistes, il faudra des luttes puissantes et massives. Mais elle peut être un premier pas pour montrer notre force et préparer d'autres mobilisations.

Il faut que les travailleurs comptent sur leur force plutôt que sur les promesses des uns et des autres ! Il faut que les travailleurs, sans se laisser diviser entre Français et étrangers, du public et du privé, au chômage et en activité, mettent en avant leurs intérêts collectifs ! C'est pour le dire, pour le faire savoir que je suis candidate à l'élection présidentielle. Dans cette campagne, je veux incarner la fierté et la combativité du monde du travail, qui fait tout tourner et n'a droit à rien.

**Nathalie Arthaud**



Dans la manifestation sur l'éducation, à Paris, le 13 janvier.

**À nos abonnés**  
 Depuis début 2022, les prix de l'abonnement à *Lutte ouvrière* ainsi qu'à *Lutte de classe* ont augmenté, passant à 50 euros annuels pour l'hebdomadaire et à 18 euros pour la revue.  
 Cela correspond à l'augmentation du prix de l'hebdomadaire, passé de 1,20 à 1,50 euro depuis le 7 janvier mais aussi à la forte augmentation des tarifs postaux que nous subissons depuis plusieurs années (voir l'ensemble des tarifs page 15).

## Hausses des prix : les salaires doivent suivre !

Les prix à la pompe sont repartis à la hausse. Le gazole est à plus de 1,6 euro et le super 95 à 1,7... pour l'instant. Il y a aussi les hausses du fioul domestique, de l'énergie en général et celles des produits alimentaires. Le prix des pâtes a augmenté de 10% en un an, celui des pommes de terre de 5%, comme celui des fruits frais.

Alors, beaucoup en sont réduits à se serrer la ceinture. Selon le Secours populaire, en France, dans un des pays les plus riches du monde, une personne sur quatre ne mange pas à sa faim et une sur cinq saute des repas.

Mais les hausses de prix ne tombent pas du ciel. Les grands groupes capitalistes en profitent et en sont même à l'origine. Selon les explications données dans la presse, le froid de l'hiver aurait limité la production

sur certains sites pétroliers et fait monter les prix. Mais si cela a certainement permis à des spéculateurs de s'enrichir en faisant monter les prix du pétrole, l'augmentation a des causes plus profondes.

Si le prix du pétrole grimpe en flèche depuis deux ans, et a été multiplié par plus de trois sur cette période, les manipulations des grands trusts du pétrole y sont pour beaucoup. Depuis longtemps ils se préparent à la transition

écologique. S'ils ne savent peut-être pas vraiment quel type d'énergie sera produite dans quelques années, ils savent qu'ils ne veulent pas se laisser enlever le profitable marché de l'énergie. Et pour cela ils utilisent leur position dominante actuelle.

Une poignée de grands groupes pétroliers mondiaux, dont TotalÉnergies, se sont donc entendus pour agir ensemble sur la production et les prix. En faisant monter ceux-ci, ils font payer aux consommateurs leurs futurs investissements liés à leur reconversion énergétique.

Toute l'économie mondiale en est ébranlée et chaque entreprise répercute sur ses consommateurs



les hausses des prix de l'énergie. Il s'y ajoute les manipulations particulières d'autres trusts dans d'autres branches, comme celles des semi-conducteurs, du transport maritime et bien d'autres. Ce n'est pas pour rien que les grands groupes capitalistes de tous ces secteurs affichent cette année des profits exceptionnels.

Devant les hausses de prix, la crainte du patronat est que les travailleurs

réclament des hausses de salaires correspondantes. Mais le mécontentement étant si profond, les travailleurs ne se contenteront peut-être pas de revendiquer dans les cadres habituels, entreprise par entreprise ou branche par branche. Si le grand patronat avait alors à faire face à une explosion sociale généralisée, ce serait bien la seule chose qu'il n'aurait pas volée.

Pierre Royan

## Candidats de gauche : en mal de rassemblement

Le 15 janvier, Christiane Taubira a officialisé sa candidature à l'élection présidentielle. Selon elle, ce n'est pas une candidature de plus, mais une candidature visant au rassemblement de la gauche car elle acceptera les résultats de la « primaire citoyenne », ce que les autres candidats refusent.

Une partie des électeurs traditionnels de la gauche regrettent en effet l'absence d'une candidature unique qui permettrait de rassembler leurs suffrages et, espèrent-ils, de créer une dynamique lui permettant de figurer au second tour. Mais quelle politique une telle candidature proposerait-elle ? Taubira n'est pas avare de grandes phrases sur la solidarité,

l'espérance, les valeurs communes et l'on en passe, mais on cherche en vain les propositions concrètes de cette ancienne ministre de Hollande, si ce n'est celle d'un smic à 1400 euros, qui est la même que celle de Mélenchon et qui ne va pas loin.

Mélenchon, de son côté, rétorque que la candidature de rassemblement ne peut être que la sienne et en est à ajouter aux hologrammes de

ses meetings de nouveaux gadgets « olfactifs et immersifs », comme s'ils pouvaient remplacer le contenu politique. Le discours prétendument rassembleur est le même, gadgets en moins, du côté d'Anne Hidalgo pour le PS ou de Yannick Jadot pour Europe Écologie Les Verts.

Il n'y a là que des tentatives dérisoires, de la part de candidats de plus en plus nombreux, pour se rejeter la faute de l'absence d'unité. En réalité, lorsque dans le passé un candidat de la gauche s'est trouvé en position de l'emporter, c'est parce qu'il se trouvait au sein de celle-ci une force,

en l'occurrence le Parti socialiste, pouvant imposer son hégémonie aux autres et donner l'illusion qu'avec lui à la présidence, un changement serait possible. C'est bien cette situation qu'aucun discours, aucune manœuvre, ne suffiront à recréer.

De Mitterrand à Hollande, les présidents et gouvernements se réclamant de la gauche, de la social-démocratie, ont tenu les rênes comme la situation économique l'exigeait pour que les intérêts des capitalistes soient préservés. Ils ont accepté, voire devancé les reculs, les attaques

antiouvrières qui leur semblaient nécessaires. Après les promesses et les illusions créées, la déception, l'écœurement ont gagné leurs électeurs, passés ou potentiels.

Alors cette expérience du passé est là et l'électorat populaire dans sa majorité ne l'a pas oubliée. Les pitoyables tentatives des Hidalgo, Jadot, Taubira et autres pour la faire oublier et se poser en nouveaux sauveurs ne peuvent cacher qu'ils ne sont que des marchands d'illusions, voire de simples hologrammes.

Vivianne Lafont

## Passé vaccinal : autoritarisme et incurie gouvernementale

Dimanche 16 janvier, les députés ont adopté le projet de loi instituant le passe vaccinal. Ce n'est pourtant ni un flicage généralisé de la population ni des amendes plus élevées qui stopperont les virus.



Manifestation des salariés de l'Éducation Nationale du 13 janvier 2022.

Désormais, pour entrer dans les lieux publics qui nécessitent de présenter le passe sanitaire, il faudra avoir été vacciné, ou récemment rétabli du Covid. Plusieurs millions de personnes non-vaccinées se voient ainsi interdire l'accès aux cafés, restaurants et autres lieux de loisirs, ainsi qu'aux transports publics interrégionaux.

Par ailleurs, les salariés soumis à l'obligation du passe sanitaire dans leur travail devront aussi fournir ce passe vaccinal.

Cela donnera aux patrons concernés une nouvelle possibilité d'exercer leur pression sur les salariés.

L'amende prévue en cas d'infraction à l'obligation de présenter un passe vaccinal est portée à 1000 euros contre 135 avant. Mais le gouvernement est aussi capable de faire preuve d'indulgence... quand il s'agit des patrons ! Ainsi, l'amende sanctionnant les employeurs en cas de non-respect des règles sur le télétravail est diminuée, passant de 1000 à

500 euros.

Le vaccin est certes une arme contre le virus. Mais le passe vaccinal est, lui, une arme politique utilisée pour désigner les non-vaccinés comme des boucs émissaires et attiser la division avec ceux qui sont vaccinés. Le gouvernement cherche ainsi à masquer ses responsabilités dans l'insuffisance des moyens déployés dans la santé et dans les hôpitaux, et certainement pas à stopper la pandémie.

Charles Legoda

## Choose France : l'éloge d'un paradis fiscal

Macron s'est félicité du prétendu succès de l'opération Choose France, destinée depuis cinq ans à attirer les investisseurs étrangers, et a vanté comme une prouesse l'annonce pour 2022 de 21 investissements, d'un montant cumulé de quatre milliards d'euros.

Selon le gouvernement, la création de 26 000 emplois, grâce à des groupes comme BASF, Ikea ou Eastman est aussi promise à la clé. Mais, en fait, il s'agit de 10 000 CDI et de 16 000 emplois intérimaires. Par exemple, BASF a annoncé en grande pompe la mise en service d'une nouvelle usine en Alsace. Mais, si 500 personnes vont être employées pour sa construction, seulement une cinquantaine de postes

pérennes seront créés par la suite.

En fait, si les profits sont privés, ces investissements sont largement financés par l'argent public. Celui-ci constituerait directement de l'ordre de 5 à 10% de leur montant, selon l'agence gouvernementale. Mais ils bénéficient, et le site de Choose France en fait fièrement la liste, de l'ensemble des cadeaux et exemptions fiscales destinés au patronat.

En effet, à la suite de ses

prédécesseurs, Macron a depuis cinq ans largement encouragé le parasitisme de la bourgeoisie au détriment des caisses de l'État et des droits des travailleurs. La revue *Alternatives Économiques* estime que le montant des aides aux entreprises, en fait aux actionnaires, est passé de 150 à 200 milliards d'euros en 2019 à 260 milliards en 2022.

Le taux des impôts sur les sociétés est passé de 33% en 2017 à 25% aujourd'hui. Les impôts de production, sur la valeur ajoutée et la taxe foncière, ont été réduits de moitié, pour un coût de 10 milliards par an. Le scandaleux crédit impôt

recherche, qui fait payer par l'État 30% des dépenses de recherche des groupes privés, a été pérennisé et lui coûte six milliards d'euros par an, près de deux fois le budget du Centre national de la recherche scientifique (CNRS), réduit de son côté à la portion congrue. Le gouvernement a remplacé l'impôt sur la fortune (ISF) par l'impôt sur la fortune immobilière (IFI) qui ne porte plus sur les actifs financiers, actions ou obligations.

Le site gouvernemental se félicite aussi de la « transformation du modèle social français » et énumère la liste des remises en cause des droits des travailleurs que Macron a initiées ou

poursuivies : accords de performance collective, simplification des licenciements économiques, allègement des cotisations patronales, réforme et attaques contre l'assurance chômage.

L'ensemble de ces mesures a aggravé considérablement le niveau de vie des travailleurs et lourdement handicapé le fonctionnement des services publics, comme la santé, les transports, l'enseignement ou l'entretien des équipements publics. Pendant que les profits explosaient, le chômage et la misère ont augmenté.

Le paradis fiscal destiné à accueillir les uns est un enfer social pour les autres.

**Christian Bernac**

## Pécresse à Samos : elle a choisi son camp

Valérie Pécresse, en voyage éclair en Grèce, a fait l'éloge des réformes « extrêmement courageuses » réalisées en matière d'immigration par le gouvernement de Mitsotakis, qui compte des ministres d'extrême droite.

Visitant le camp de rétention de l'île de Samos, financé par les fonds européens, elle y a vu un modèle. D'une capacité de 3 000 places, comptant 240 bungalows, plusieurs grands bâtiments, des équipements sanitaires et médicaux, il est le type même du centre de haute sécurité, certes propre pour le moment, mais dont on ne s'évade pas, et pas seulement parce qu'il est situé dans un lieu écarté de l'île. Cerné de plusieurs clôtures de barbelés, avec chemin de ronde, miradors, portique de sécurité fonctionnant avec badge et contrôle digital, il est doté de caméras

thermiques, de drones, surveillé par des agents équipés de lunettes spéciales, et connecté à une base de contrôle à Athènes. On peut en sortir la journée, mais à condition d'en avoir l'autorisation, accordée seulement aux réfugiés en parcours d'asile, c'est-à-dire à très peu.

Après avoir vécu la saleté et l'horreur de camps, de lieux de tortures et d'agressions, après avoir risqué la mort au long d'un trajet de plusieurs mois voire d'années, les migrants retrouvent là un autre enfermement, aseptisé, capable de renouveler leurs

traumatismes comme l'ont dénoncé Médecins sans frontières et bien d'autres ONG qui font état de problèmes de santé mentale.

Voilà le modèle de centres de rétention que souhaitent les gouvernements de l'Union européenne qui ont pris pour geôlier chef le gouvernement grec. Pécresse n'échappe pas à la règle. Une dizaine de manifestants somaliens ont protesté à son passage, contre ce « Guantanamo » où on les parque.

Mais pour Pécresse, pas de problème. Ce camp est pour elle un exemple de la politique « d'humanité » et de « fermeté » indispensable pour éviter une « Europe passoire ». Pour rallier les suffrages d'extrême droite, rien ne l'arrête.

**Sylvie Maréchal**



## Municipales à Mainvilliers : petit baron noir

Dimanche 16 janvier, le premier tour d'une élection municipale avait lieu à Mainvilliers, une banlieue ouvrière de Chartres. L'occasion pour les militants locaux de monter pour la première fois une liste Lutte ouvrière – Faire entendre le camp des travailleurs, qui s'est heurtée aux manœuvres et aux pressions de l'équipe municipale sortante dirigée par le Parti socialiste.

Le PS avait visiblement très peur de perdre cette dernière mairie « de gauche » dans l'agglomé-

ration chartraine, et les postes allant avec. En effet, il n'avait remporté la mairie qu'avec 27 voix d'avance sur la droite en 2020, ce qui avait motivé l'annulation du scrutin. Dans ce contexte, la présence d'une liste ouvrière, constituée d'employés, de femmes de ménage, de chômeurs, semble avoir affolé le PS. Il a donc activé ses réseaux pour faire pression sur des candidats de notre liste afin qu'ils se retirent, voire se retournent. Ils les ont appelés, pris à partie devant l'école de leurs en-

fants, leur ont demandé des comptes.

Pour ces notables qui n'ont que le mot « démocratie » à la bouche, que des travailleurs se présentent

et s'organisent pour se faire entendre était inacceptable. Leurs tentatives n'ont pu empêcher notre liste d'être présente. Même si le score obtenu au soir

du premier tour est faible – 1,34% des votants, soit 34 voix –, il était important de saisir cette occasion de défendre nos idées.

**Correspondant LO**

## Zemmour : récidiviste en liberté

Zemmour vient d'être condamné à une amende de 10 000 euros pour avoir accusé les mineurs isolés d'être « des voleurs, des assassins, des violeurs ». Il avait déjà été condamné pour racisme en 2011

et 2018.

C'est pourtant à ce triste personnage que des quotidiens ouvrent leurs colonnes et les chaînes de télévision offrent une audience depuis plus de dix ans.

Condamnation ou pas, son racisme aide les puissants en contribuant à diviser les exploités. C'est le « petit plus » que Zemmour offre à la bourgeoisie, pour servir au besoin.

**A. D.**

# Électricité : le courant passe entre l'État et le privé

**Pour tenter de faire réélire Macron, le gouvernement se sent obligé de tenir la promesse faite par Castex en septembre de limiter la hausse du prix de l'électricité à 4% pour les particuliers.**

Les prix sur le marché se sont envolés et la hausse aurait dû être de 35% voire de 44%! Du coup le gouvernement, actionnaire d'EDF à près de 84%, a pris deux mesures. La majeure partie de la taxe TICFE (taxe intérieure sur la consommation finale d'électricité) est passée de 22,50 à 0,50 euro le mégawattheure, ce qui fait baisser les factures mais entraîne un manque à gagner de 8 milliards d'euros pour l'État. C'est considérable mais encore insuffisant. C'est pourquoi l'État impose à EDF de brader une part plus importante d'électricité nucléaire à ses concurrents dits « alternatifs », sociétés privées dont

la plupart ne produisent pas le moindre électron.

Il existe déjà un mécanisme baptisé ARENH (accès régulé à l'électricité nucléaire historique) qui impose à EDF de vendre à un prix de faveur 100 térawattheures d'électricité, soit le tiers de l'électricité qu'elle produit, à ses concurrents, qui ensuite la revendent avec une marge de bénéfice. Cette manne a attiré de plus en plus de concurrents et les 100 térawattheures sont devenus insuffisants. Les concurrents alternatifs doivent donc se procurer un complément pour honorer les contrats avec leurs clients. Or les prix du marché varient d'heure

en heure et explosent. Ils étaient, par exemple le 17 janvier, généralement au-dessus des 250 euros le mégawattheure, frôlant même parfois les 300 euros. EDF doit cependant vendre son courant à 42 euros le mégawattheure, tarif qui vient d'être revalorisé à 46,20 euros.

Parmi ces alternatifs, il y a quelques gros poissons comme TotalÉnergie par exemple, et certains vendent du courant à de gros industriels. Il n'est pas question pour le gouvernement de se mettre mal avec les capitalistes en général et avec Total et certains industriels en particulier.

D'où ces cadeaux en milliards et cette obligation faite à EDF d'augmenter la quantité d'électricité vendue à très bas prix à ses concurrents. Et cela



La centrale nucléaire de Chooz.

sous prétexte de préserver le pouvoir d'achat de la population!

Mais une partie des centrales d'EDF est à l'arrêt en ce moment et sa production a donc baissé. Devant maintenant céder une partie plus importante du courant à ses concurrents, elle ne peut plus fournir suffisamment d'électricité à ses propres clients! Pour y parvenir quand même, elle doit acheter ce qui manque sur le marché à des prix

faramineux. Le calcul a été fait : EDF y perdra, selon l'évolution du marché, entre 7,7 et 8,4 milliards d'euros. Aussitôt son cours en Bourse a plongé de 25%, avant de se redresser un peu à -14,59%.

L'État puise dans les caisses publiques et dans celles d'EDF pour sauver les fournisseurs « alternatifs ». Et la population paiera au bout du compte ces cadeaux et ces hausses... après les élections.

André Victor

## Livret A : A comme appauvrissement ?

**Le ministre de l'Économie, Le Maire, a annoncé que le taux du Livret A passera de 0,5% à 1% en février. Une augmentation qui reste inférieure à celle des prix.**



Le Livret A est le compte épargne le plus utilisé, en particulier dans la classe ouvrière : 56 millions de personnes en ont un. Son taux d'intérêt était de 4,5% en 1990, et de 4% en août 2008, juste avant la crise des subprimes. Dans les deux cas, il était supérieur à l'inflation officielle. Le gouvernement pouvait prétendre qu'épargner rapportait. Mais les banques, après avoir obtenu de pouvoir souscrire des Livrets A, voulaient aussi utiliser plus librement les milliards

de cette épargne populaire et donc favoriser d'autres types de placements.

Le gouvernement a donc décidé en 2018 de modifier la règle de calcul qui imposait que le taux d'intérêt du Livret A dépasse celui de l'inflation. Désormais, quand on épargne sur le Livret A, on perd tout de même de l'argent.

D'après l'Insee, le taux d'inflation était de 2,8% fin 2021 et devrait rester supérieur à 2,5% dans les mois qui viennent. Ces chiffres officiels, qui sont une moyenne sur des biens de consommation très variés, sous-estiment en réalité la baisse du pouvoir d'achat des classes laborieuses. Mais, même d'après eux, passer le Livret A de 0,5% à 1% est à peine une aumône. Sur un encours de 5000 euros, au lieu de perdre 115 euros par an, on ne perd plus « que » 90 euros. Pas certain que ce soit ressenti comme un cadeau...

Thomas Baumer

## Leclerc : baguette magique pour les profits



**Alors que partout les prix montent en flèche, le magnat de la grande distribution Leclerc a lancé en grande pompe une campagne de publicité annonçant le gel du prix de la baguette de pain à 29 centimes dans ses magasins.**

C'est bien sûr un coup de communication pour attirer les clients avec des produits d'appel, alors qu'il augmente fortement les prix des autres marchandises, comme le font d'ailleurs tous ses concurrents. Autant dire que sa baguette lui sert à rouler les classes populaires dans la farine.

Et puis, pour geler le prix de la baguette, combien de salaires Leclerc va-t-il bloquer? Combien d'emplois

va-t-il supprimer? À quel prix va-t-il acheter la farine à des fournisseurs qui chercheront eux aussi à se rattraper en s'attaquant à leurs travailleurs? Combien d'agriculteurs et d'artisans boulangers va-t-il ruiner? Car comme tout capitaliste, il n'est pas question pour Leclerc de bloquer ses profits!

Pour préserver leur pouvoir d'achat, les travailleurs ne peuvent pas compter sur la baguette magique du

blocage des prix, qu'il soit promis par un patron, par un politicien ou par le gouvernement. D'ailleurs ils n'ont pas vraiment de levier pour l'imposer eux-mêmes. Par contre, ils ont dans les mains un levier avec le fait qu'ils font tout tourner dans la société. Cela leur donne la force d'imposer au patronat, par la grève, que leurs salaires suivent l'augmentation réelle des prix.

Pour cela, le blé ne manque pas. Depuis l'épidémie du Covid, les profits des plus gros trusts capitalistes résultant du vol du travail des salariés, ont explosé.

Arnaud Louvet

## Éducation : le goutte-à-goutte du gouvernement

La grève du 13 janvier appelée par l'ensemble des syndicats de l'Éducation nationale et le principal syndicat des proviseurs a été un succès très massif. Les manifestations ont réuni près de 80 000 personnes dans le pays.

En sortant du ministère, les syndicats affichaient leur satisfaction d'avoir été reçus, mais, les annonces gouvernementales sont dérisoires. Le gouvernement a ainsi promis cinq millions de masques FFP2 pour les écoles et le recours à 3 300 contractuels pour faire face aux arrêts de travail liés au Covid. Avec ces gestes infimes, il voudrait calmer la colère contre la situation catastrophique dans les établissements et l'arrogance méprisante de Blanquer. Les syndicats se prêtent à ce jeu en choisissant la crise sanitaire comme motif à cette grève et à manifester, alors que l'école craque de toutes parts parce que l'État fait des économies sur l'éducation des enfants comme sur tous les services publics.

Et on peut regretter que les salariés de l'Éducation nationale aient été appelés à manifester deux jours après ceux des hôpitaux, alors que leurs problèmes sont identiques. Cette division des forces sert le gouvernement.

En effet, dans l'éducation comme dans les hôpitaux, il faudrait embaucher massivement : des enseignants titulaires, des surveillants, du personnel d'entretien et de ménage, des assistants sociaux et des infirmières. Pour détourner du vrai problème, le ministre reconnaît aujourd'hui, enfin, que des enseignants ne sont pas remplacés à cause de la pandémie. Mais de qui se moque-t-il ? Il existait par le passé un nombre conséquent de titulaires remplaçants dans les écoles



Manifestation des enseignants, le 13 janvier.

comme dans le secondaire. Aujourd'hui, ils sont en poste dès la rentrée. Les rectorats font appel à des contractuels qu'ils s'ingénient à renvoyer avant leur embauche en CDI. Ainsi, dans le rectorat de Créteil, 2 630 contractuels ont reçu une lettre mettant fin à leur contrat en juillet 2021. Dans nombre de disciplines, les rectorats ont restreint les postes au concours. Du coup, dans les collèges, dans les lycées, des classes entières n'ont pas de cours de mathématiques, de sciences économiques et sociales ou de français depuis la rentrée. Et cela n'a rien à voir avec la pandémie.

Dans les écoles des ban-

lieues populaires, nombre d'instituteurs ne sont pas remplacés et les enfants doivent se répartir dans des classes déjà surchargées. D'après une étude de la Fédération des parents d'élèves FCPE, un élève de Seine-Saint-Denis perd en moyenne une année d'études du fait des absences non remplacées. Alors, le recours à 3 300 contractuels, qui seront aussitôt mis en fin de contrat une fois la vague Omicron passée, n'est que du saupoudrage et ne résoudra rien.

À ce manque de moyens humains s'ajoute dans bien des établissements le délabrement des locaux. De nombreux enseignants ont

fait valoir qu'il était souvent impossible d'ouvrir les fenêtres pour aérer les classes. Et ce n'est souvent qu'un tout petit problème, tant certains établissements auraient besoin de rénovations lourdes. Alors le mécontentement des salariés de l'Éducation nationale est profond. Les syndicats l'ont d'ailleurs senti, qui ont appelé à une nouvelle journée de grève jeudi 20 janvier et surtout appellent à se mettre en grève avec l'ensemble des salariés le 27 janvier. Ce sera en effet l'occasion de montrer que tous les salariés attaqués ensemble doivent se défendre ensemble.

Aline Urbain

## Manque de moyens pour les élèves handicapés

Avec sa diatribe provocante contre l'école inclusive, c'est-à-dire accueillant tous les enfants, Éric Zemmour a jeté une lumière crue sur les attitudes des uns et des autres.

Car, si le candidat d'extrême droite se positionne pour le retour à l'ordre ancien, l'abandon des enfants handicapés et de leurs familles, le silence des instituteurs, les prétendus humanistes des gouvernements passés et présent ne valent guère mieux.

La loi de 2005 disposant que les enfants souffrant d'un handicap doivent être accueillis à l'école publique avec les autres, et aidés pour ce faire, ne prévoyait pas les moyens humains et matériels nécessaires. Aujourd'hui, plus de 400 000 élèves souffrant de handicaps plus ou moins sévères fréquentent écoles, collèges et lycées. Le ministère affirme que 220 000 d'entre eux sont accompagnés par une « aide humaine », un AESH (accompagnant d'élève en situation de handicap).

Les 100 000 AESH, en contrat précaire et à temps partiel pour la plupart, ont un salaire moyen de 760 euros. Ils, et le plus souvent elles, passent beaucoup de temps à attendre entre deux cours ou entre deux élèves et à se déplacer entre plusieurs établissements. Ils n'ont pas les moyens de faire correctement leur travail et pas le salaire pour en vivre décemment. Ainsi les élèves de primaire ne sont accompagnés en moyenne que durant 5 à 6 heures sur les 24 qu'ils sont censés passer à l'école. 35 000 enfants, parfois très lourdement handicapés, sont sans AESH à ce jour. Cette situation a conduit l'an passé et conduira encore les AESH à faire grève et à manifester.

L'administration affecte les enfants handicapés dans des établissements scolaires sans se préoccuper

réellement des difficultés. Des enseignants racontent qu'ils ont eu des élèves en fauteuil dans un collège sur trois étages, sans ascenseur ou avec un ascenseur trop étroit. À un instituteur qui demandait de l'aide pour accueillir valablement un enfant sourde, le rectorat a conseillé un lien pour avoir des tutos sur Internet. Et combien en sont réduits à faire le peu qu'ils peuvent ?

Les gouvernements qui ont mis en place l'école inclusive ne sont pas allés jusqu'à lui consacrer une fraction des sommes qu'ils allouent à la défense des profits.

Les handicapés, quels que soient leur âge et leur handicap, doivent participer à la vie sociale. Les sociétés dites primitives, celles qui ne connaissent pas encore l'exploitation, ne rejettent pas pour

autant leurs membres. Il a fallu attendre la course au profit et à la rentabilité pour que les handicapés, les vieux, les fous et les malades soient abandonnés ou enfermés dans de sinistres institutions.

Heureusement, comme dans bien des domaines, la solidarité colmate les brèches que l'État, qui n'est pas là pour ça, laisse béantes. Des collectes sont organisées pour aider les familles, des associations tentent de pallier les manques les plus criants, le personnel des établissements scolaires se débrouille pour faire face et les enfants eux-mêmes aident et entourent leurs camarades handicapés. Il y a plus de générosité et de simplicité dans une classe de CM2 d'un quartier populaire que dans tous les discours, haineux ou mielleux, des responsables politiques, hauts fonctionnaires, ministres ou candidats à l'être.

Paul Galois



## Richesses : ceux qui les créent et ceux qui les empochent

**Le dernier rapport de l'ONG Oxfam illustre le creusement des inégalités à l'échelle de la planète. Elles ont prospéré comme jamais durant la pandémie.**

En France, la fortune des milliardaires a augmenté plus rapidement en dix-neuf mois de pandémie qu'en une décennie.

Les cinq capitalistes les plus riches du pays ont vu leur fortune doubler pendant cette période, en augmentation de 173 milliards d'euros, soit le prix de centaines d'hôpitaux et de dizaines de milliers d'écoles, moyens et travailleurs nécessaires compris! Bernard Arnault, à la tête de

LVMH, les frères Wertheimer, aux commandes de Chanel, François Pinault, du groupe Kering, et Françoise Meyers-Bettencourt, actionnaire principale de L'Oréal, possèdent ainsi à eux cinq autant que 40% des Français les plus pauvres. Pendant ce temps, selon le même rapport, les plus précaires, parmi lesquels un nombre conséquent de travailleurs et d'étudiants, ont vu leur situation s'aggraver, et 10% de la population du pays

dépend maintenant de l'aide alimentaire pour manger.

Ce bond en avant des fortunes des plus riches est directement lié aux largesses des États et des banques centrales, qui ont abreuvé sans compter les capitalistes d'argent public et de crédits gratuits. Ce sont ces patrons milliardaires qui modèlent l'économie et qui s'assurent les services de gouvernements chargés d'expliquer qu'il n'est pas possible d'augmenter les salaires, qu'il faut repousser l'âge de départ en retraite et diminuer les allocations des chômeurs!



ERIC FENOUIL

L'île privée de Bernard Arnault aux Bahamas.

Mais l'augmentation des fortunes de ces grands patrons milliardaires n'est pas seulement scandaleuse. Elle est aussi dangereuse, car ces milliards partent dans la spéculation, nourrissent de nouvelles bulles spéculatives et seront le carburant des prochains krachs de l'économie capitaliste. La crise sanitaire agit comme

un révélateur, soulignant le fonctionnement de base de ce système, où une catastrophe faisant des millions de victimes et plongeant dans une plus grande misère toute une partie de la planète est un accélérateur de richesses pour la minorité de parasites qui en tient les rênes.

**Nadia Cantale**

## Université : Macron veut plus de sélection sociale

**Invoquant le taux d'échec des étudiants, notamment en première année, Macron a évoqué une transformation « systémique » des universités.**

« On ne pourra pas rester durablement dans un système où l'enseignement supérieur n'a aucun prix pour la quasi-totalité des étudiants, où un tiers sont considérés comme boursiers », a-t-il déclaré.

Il est clairement dit qu'il voudrait remettre en cause le financement de l'enseignement supérieur en

faisant payer davantage les étudiants afin d'opérer une sélection. Actuellement, les frais d'inscription dans les universités varient entre 170 et 380 euros selon les diplômes préparés, à condition toutefois d'être français ou originaire d'un pays de l'Union européenne. Pour les étrangers extra-européens, depuis la mesure

décidée par le gouvernement Philippe en 2019, les frais se montent à 2 770 euros pour s'inscrire en licence, soit une hausse de 2 600 euros par an, et 3 770 si l'étudiant souhaite poursuivre en master. Cela avait déjà créé une première sélection par l'argent, excluant une grande partie des étudiants originaires d'Afrique.

Les frais d'inscription ne sont cependant pas seuls en cause dans la sélection

sociale des étudiants : il faut déjà avoir les moyens de payer un loyer, de se nourrir correctement et de se déplacer, ce qui oblige nombre d'étudiants à trouver un emploi, ce qui est du temps pris sur les études. Par ailleurs, les aides directes versées chaque année par l'État ont diminué de 39 euros, et un montant similaire a été perdu avec la baisse des APL. Cela crée une situation difficile pour les étudiants issus de

milieux populaires dont beaucoup doivent se restreindre sur la nourriture ou la santé, et il deviendra impossible à certains ne serait-ce que d'envisager de poursuivre leurs études.

Macron voudrait visiblement faire comprendre aux familles populaires que leurs enfants n'ont rien à faire à la fac. Pas sûr que la jeunesse laisse passer cela sans réponse...

**Marianne Lamiral**

## HLM : les gouvernements à côté de la plaque

**L'année dernière, les préfets ont accordé des autorisations de construire pour 92 000 logements HLM, au lieu des 125 000 par an annoncés par la ministre du Logement, Emmanuelle Wargon... alors que deux millions de ménages sont sur les listes d'attente.**

La promesse gouvernementale était déjà bien en deçà des besoins, la réalité l'est encore un peu plus.

Les ministres du Logement peuvent bien raconter ce qu'ils veulent, leurs gouvernements se privent tous volontairement des moyens de décider combien de logements doivent se construire. En effet, trois logements nouveaux sur quatre appartiennent au secteur privé, qui obéit aux lois du marché et génère des loyers inabornables. Un seul sur quatre est un logement dit social, construit par des organismes HLM, dont les budgets sont en baisse.

Une partie est financée sur les fonds propres de ces organismes, autrement dit en faisant payer leurs locataires. Mais c'est loin de suffire et les HLM doivent emprunter 70% du coût de la construction à la Caisse des dépôts, directement ou par l'intermédiaire d'autres banques. Même si ces emprunts sont étalés sur plusieurs dizaines d'années, les HLM doivent les rembourser et pour cela augmenter les loyers. L'État est censé subventionner les prêts mais, en 2016 par exemple, sa participation a été de 0,3 milliard sur les 15 milliards d'euros dépensés par

les HLM. L'autre subvention à la construction, l'aide à la pierre, qui existait il y a une cinquantaine d'années, avant la crise, a progressivement disparu. La balle est renvoyée à Action logement, un organisme patronal financé par un prélèvement sur les salaires,

et aux collectivités locales, du moins à celles qui en ont les moyens et le veulent bien. L'État a commencé à se désengager également de l'aide à la personne en faisant payer une partie des APL par les organismes d'HLM, ce qui réduit encore leurs moyens de financer la

construction de nouveaux logements dit sociaux.

Les aides de l'État n'ont jamais permis de résoudre le problème du logement, mais aujourd'hui il est aggravé. La construction est au plancher et les loyers sont de plus en plus inabornables.

Les corps de métier capables de construire sont là, mais la construction de logements populaires en nombre suffisant et avec des loyers abordables butte sur les choix des profiteurs du marché de la construction et de l'immobilier. Il faudra exproprier ces profiteurs, mettre la production de logements sous le contrôle des travailleurs et de toute la population pour qu'on puisse dire, cette fois sans fausse promesse, que le bâtiment va et que les besoins sont pris en compte.

**Jean Sanday**



GROUPE MONASSIER

HLM en construction.

# Kazakhstan : après deux semaines de soulèvement populaire

À Almaty, capitale économique du Kazakhstan où ont eu lieu les affrontements les plus sanglants entre manifestants et policiers, « l'ordre constitutionnel a été rétabli » comme dans le reste du pays, selon ce qu'a déclaré le président Tokaïev.

Les représentants des compagnies américaines Chevron et ExxonMobil, entre autres, qui lui avaient demandé dès le 6 janvier de « faire cesser les désordres » – en fait les manifestations et les grèves qui paralysaient nombre d'entreprises – ont donc eu satisfaction.

Les « 20 000 terroristes islamiques entraînés, armés et manipulés par un centre situé à l'étranger » qui, selon ce que prétendait Tokaïev, « fomentaient un coup d'État » auraient donc été écrasés. À moins qu'ils se soient évaporés dans la nature, car nul n'en a jamais trouvé trace.

En revanche, on retrouve petit à petit celle de personnes disparues durant ces deux semaines de quasi-insurrection contre le régime. Et bien souvent c'est dans les morgues des grandes villes que ceux

qui n'ont plus de nouvelles d'un proche retrouvent son cadavre, avec la trace de tirs mortels. Et depuis des jours, des reportages font état de queues devant ces morgues. Autant dire que même les 235 morts que reconnaissent les autorités sont sans aucun doute loin du compte.

L'intervention des 3 000 militaires russes et de leurs blindés se donnait officiellement pour tâche de sécuriser les lieux du pouvoir et bâtiments officiels que les sbires de Tokaïev avaient dû abandonner devant la pression des manifestants. Mais, outre à sauver la mise de la clique au pouvoir, cette intervention visait aussi à permettre à la Garde nationale kazakhe de se concentrer sur ses seules tâches répressives.

Elle l'a fait avec énergie, si l'on en juge par l'envolée du



Aktau, manifestation le 4 janvier contre la hausse des prix du carburant.

nombre des arrestations. Il y en a 10 000, disent les autorités. Mais ce chiffre officiel dissimule plus qu'il ne révèle la réalité de la répression. Des vidéos ont montré un homme que le régime avait arrêté, détenu sans jugement et torturé pour lui faire avouer qu'il était un terroriste agent de l'étranger, avant de devoir le relâcher... parce qu'il s'agissait d'un chanteur connu ! Et il y a tous ceux, inconnus, des jeunes souvent, que la police a arrêtés à Almaty en les inculquant de pillage, alors qu'ils ne faisaient que manifester, voire passer près d'un barrage de police. Les informations manquent sur l'ampleur de la répression en province, même si l'on a appris que, dans l'ouest, à

Janaozen et Aktau, là où le mouvement a débuté parmi les ouvriers du pétrole, la police est intervenue pour interdire des manifestations et disperser des grévistes juste après le débarquement des parachutistes russes.

On sait de la répression qu'avait menée le régime contre les grévistes du pétrole, il y a dix ans déjà à Janaozen, qu'elle ne s'était pas terminée avec le massacre de 16 manifestants ouvriers. Pendant des semaines, la police politique avait continué à faire la chasse aux « meneurs », aux militants, et les tribunaux avaient multiplié les condamnations à des années de prison.

Cette répression n'avait pas pu briser la combativité

ouvrière ni à Janaozen, ni dans sa province. En a témoigné la vague de grèves qui a secoué cette région l'été dernier : des grèves interdites, mais qui ont souvent obtenu, entre autres, des hausses de salaires de 50%, voire 100%... À hauteur donc du doublement des prix du gaz qui, quelques mois plus tard, a fait exploser la colère des travailleurs, et plus généralement de la population, contre le régime.

Alors, en ce début d'année, ce que l'on peut souhaiter, c'est qu'une fois encore la répression des parasites au pouvoir ne puisse pas venir à bout du courage et de la combativité des travailleurs kazakhs.

**Pierre Laffitte**

## OTAN-Russie : négociations entre brigands

À trois reprises dans la semaine du 10 janvier, les diplomates russes et américains se sont rencontrés pour discuter des relations entre l'OTAN et la Russie en général et du sort de l'Ukraine en particulier.

La Russie est présentée par les dirigeants occidentaux comme l'agresseur de l'Ukraine depuis l'annexion en 2014 de la Crimée, dont la population est majoritairement russe, et le soutien militaire apporté par Poutine

aux séparatistes russophones du Donbass. Fin novembre, sous prétexte de manœuvres militaires, Poutine a massé des troupes aux frontières de l'Ukraine dans une démonstration de force face aux dirigeants ukrainiens

pro-occidentaux qui souhaitent adhérer à l'OTAN, l'organisation militaire chapeautée par les États-Unis.

Ces grandes manœuvres permettent aux dirigeants baltes, polonais et même scandinaves d'évoquer la menace russe et de réclamer une plus grande protection de l'OTAN. En effet, l'Union européenne n'ayant pas vraiment d'existence politique et militaire, la France et l'Allemagne défendant chacune de son côté les intérêts contradictoires de leurs capitalistes en Russie, ces dirigeants préfèrent se mettre sous protection américaine.

Ni Poutine ni les dirigeants occidentaux n'agissent évidemment pour défendre la volonté et les intérêts des peuples, qu'ils soient ukrainien, russe, polonais, balte ou... kazakh. L'OTAN a été bâtie au moment de la guerre froide pour enrôler les alliés des États-Unis dans leur combat pour isoler et affaiblir

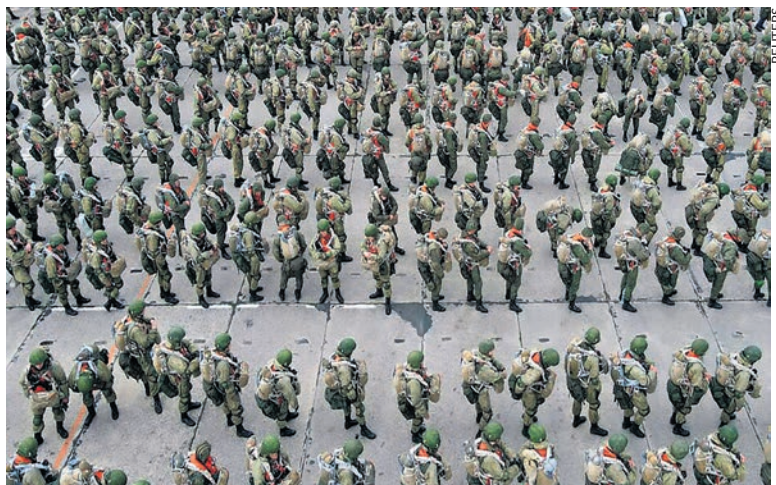
l'Union soviétique. À la chute du rideau de fer, suivie de l'éclatement de l'Union soviétique, il y a trente ans, les dirigeants américains n'ont pas dissous l'OTAN. Au contraire, ils ont profité de l'affaiblissement brutal de la Russie, dans la décennie 1990 pour faire adhérer à l'OTAN les trois pays Baltes, les pays de l'Est européen anciens membres du Pacte de Varsovie et pour prendre pied en Asie centrale en ouvrant des bases militaires au Tadjikistan, ou au Kirghizistan. Aujourd'hui que Poutine a restauré en Russie la « verticale du pouvoir », autrement dit un appareil d'État répressif et une armée opérationnelle, il tente de défendre le pré carré des oligarques qu'il représente.

Dans toutes leurs grandes manœuvres, les dirigeants américains n'ont jamais été gênés par leur collaboration avec des dictateurs ou des politiciens d'extrême droite ultranationalistes. Il

est significatif, alors même qu'ils sont en conflit ouvert avec Poutine en Ukraine, que les dirigeants occidentaux n'aient rien trouvé à redire à l'envoi de milliers de soldats russes au Kazakhstan pour aider la dictature à réprimer la révolte populaire contre l'augmentation des prix.

Ni l'alliance militaire que constitue l'OTAN, ni celle placée sous l'égide de la Russie ne sont là pour défendre la liberté des peuples. Aujourd'hui avec Poutine comme hier avec les bureaucrates staliniens du Kremlin, les dirigeants impérialistes et russes se partagent les rôles de gendarmes du monde et de gardiens d'un ordre social injuste. Quelle que soit la teneur des tractations qui se mènent à Genève ou à Bruxelles entre l'OTAN et la Russie, les classes populaires de tous les pays n'ont que des menaces à en attendre.

**Xavier Lachau**



Troupes russes aéroportées non loin de la frontière ukrainienne.



## Union européenne : des dirigeants toujours plus réactionnaires

L'élection à la tête du Parlement européen, mardi 18 janvier, de la députée maltaise Roberta Metsola, du groupe de droite du Parti populaire européen (PPE), a suscité une certaine gêne.

Opposée au droit à l'avortement et à la contraception, elle est loin de présenter l'image d'une Europe modèle de démocratie et de progrès.

En France, le secrétaire d'État chargé des Affaires européennes, Clément Beaune, s'est senti obligé de déclarer : « Je vous le dis très sincèrement, le symbole de son élection me gêne. » Cela n'a tout de même pas empêché les députés macronistes au Parlement européen, membre du groupe des libéraux Renaissance, et les socialistes d'apporter leur voix à Metsola. En

effet, à l'issue des élections de 2019, ces trois groupes avaient conclu un accord prévoyant notamment qu'un socialiste occuperait la présidence du Parlement pendant la première moitié du mandat et qu'un conservateur lui succéderait à partir de janvier 2022.

L'élection de Metsola est en effet symbolique de cette Europe qui, malgré les prétentions de ses dirigeants, n'a jamais été capable de faire progresser les droits de femmes. À Malte, membre de l'Union européenne (UE)



En octobre 2020, manifestation pour la défense du droit à l'avortement en Pologne.

depuis 2004, les femmes n'ont toujours pas le droit d'avorter. En Pologne, le gouvernement de droite réactionnaire a pu faire adopter en 2020 une législation remettant en cause presque totalement le droit à l'IVG. Macron et ses homologues prétendent représenter un modèle social européen alors qu'ils n'ont jamais été capables de mettre en place une législation unifiant les droits des travailleurs, ni même un salaire minimum

européen. Leurs discours hypocrites sur la défense des libertés démocratiques masquent une réalité particulièrement révoltante : les morts, dans la Méditerranée et la Manche, de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants que l'UE refuse d'accueillir, la négation généralisée du droit d'asile s'accompagnant de la multiplication de centres de rétention pour migrants...

L'Union européenne n'a jamais été autre chose

qu'une coalition d'intérêts entre bourgeoisies et classes possédantes soucieuses avant tout de favoriser les profits des grands groupes capitalistes. L'élection d'une politicienne aussi réactionnaire que Metsola à la tête d'une des principales institutions de l'UE illustre à sa façon l'incapacité de l'Europe capitaliste en crise de promouvoir le moindre progrès, dans quelque domaine que ce soit.

Marc Rémy

## Armateurs géants : piraterie à grande échelle

Maersk, premier armateur mondial pour le trafic de conteneurs, a publié par anticipation ses résultats financiers pour 2021.

Il prévoit un bénéfice avant impôts de 24 milliards de dollars, soit au final 16 milliards de dollars de cash dans ses caisses. La société décrit ce bénéfice colossal comme le « résultat d'une situation

exceptionnelle du marché causée par des difficultés sur la chaîne logistique mondiale ». Les difficultés en question, engorgement des ports, retards de livraisons, ruptures d'approvisionnement dans

plusieurs branches d'industrie ne doivent que peu à l'épidémie de Covid mais beaucoup à la politique passée et présente des armateurs géants.

Le transport par conteneurs, les progrès logistiques, informatiques, navals, l'aide multiforme des États ont conduit à ce que 90% du commerce mondial passe par mer. Il n'est pas rare que des produits semi-finis fassent plusieurs allers-retours entre diverses usines et divers continents, rendant l'industrie mondiale très dépendante de la fluidité du trafic maritime. Par ailleurs, la tendance à la concentration des entreprises capitalistes fait que le trafic de conteneurs est dominé par trois groupes, Maersk, MSC et CGA-CGM. La

course à la taille, celle des navires conditionnant celle des installations portuaires, conduit à la réduction du nombre de ports.

Les grands navires ne peuvent décharger, par exemple, qu'en deux points seulement de la côte ouest des États-Unis, d'où l'encombrement en mer et sur terre. Sachant qu'il faut un camion par conteneur, qu'un navire en décharge plusieurs milliers et que plusieurs abordent en même temps, il faut plus que des autoroutes, même américaines, pour évacuer les marchandises. L'épidémie, l'arrêt temporaire de certaines usines et ports chinois en particulier, puis la reprise générale et rapide du trafic auraient dans ces conditions été le caillot de

trop précipitant l'infarctus d'un système déjà engorgé.

Cette version officielle des armateurs et des commentateurs n'est déjà pas à la gloire du système capitaliste. Mais la vérité est plus lamentable encore. Connaissant bien le problème, et pour cause, les armateurs l'ont sciemment amplifié pour faire monter les tarifs. Ils ont volontairement réduit l'offre de conteneurs, laissant leurs navires à l'ancre, et sont parvenus à faire monter les prix de 80% puis à les maintenir à ce niveau tout l'an dernier. Ainsi, ils n'ont pas fait leur fortune en faisant fonctionner l'économie, mais en utilisant leur position de force pour en tirer profit en accentuant ses dysfonctionnements.

Paul Galois



## Planète capitaliste : chômage en hausse

52 millions d'emplois de moins dans le monde relativement à 2019 : tel est le constat que l'Organisation internationale du travail (OIT), une branche de l'ONU, vient de faire dans son rapport annuel.

L'an dernier l'OIT croyait déceler « les signes d'une timide reprise mondiale ». Cet optimisme modéré relevait en fait de la méthode Coué car il s'avère que le nombre d'heures travaillées annuellement dans le monde a baissé de 2% comparé à 2019. Le chômage touche ainsi

officiellement 207 millions de travailleurs, en hausse de 10% sur deux ans. Évidemment, cette statistique ignore toute la partie du monde du travail qui survit de petits boulots informels entrecoupés d'inactivité et qui n'est en général pas recensée par les États. Mais il est clair que

le chômage s'aggrave. Les conséquences sont évidentes : « 30 millions d'adultes sans travail rémunéré sont tombés en 2020 dans l'extrême pauvreté », avance l'OIT.

On pourrait croire que la cause en est la pandémie. Ce n'est pas tout à fait le cas car le taux d'emploi mondial n'a cessé de reculer ces quinze dernières années sous l'effet de l'essor de la finance et du recul de la production.

Il a bien entendu chuté nettement plus brutalement quand le Covid s'est répandu dans le monde au début de l'année 2020, après quoi il n'a même pas retrouvé son niveau de 2019.

Partout dans le monde les États ont aidé le plus massivement possible, selon leurs moyens, les entreprises à passer la crise sanitaire. Non seulement celles-ci ont survécu, mais les plus grandes

affichent des profits insolents pour l'année 2021. Les travailleurs, eux, payent pour la survie du capitalisme, victimes des crises économiques à travers les licenciements, la surexploitation, le chômage. À la base de l'économie mondiale, exerçant tous les métiers indispensables à la société, ils font les frais de l'appétit de profit de la bourgeoisie.

Lucien Déroit

# États-Unis : les invisibles des supermarchés en grève

Depuis le 12 janvier, 8 400 employés des 77 supermarchés King Soopers et City Market du Colorado sont en grève. Leur syndicat revendique une augmentation d'au moins 6 dollars (5,25 euros) de l'heure dans le nouveau contrat collectif.



À Glendale, en Californie.

Ces salariés essentiels n'ont jamais arrêté de travailler depuis le début de la pandémie, dégagant des profits considérables pour la maison mère Kroger. Kroger a fait 1,7 milliard de dollars de bénéfice net en 2020 et 2,5 milliards en

2021. Ces richesses sont revenues aux actionnaires, à qui le conseil d'administration a distribué 2 milliards de dividendes l'an dernier. En 2022, il a prévu de les enrichir encore en rachetant pour un milliard d'actions afin d'en faire monter

le cours.

Les travailleurs, eux, voient leur pouvoir d'achat entamé par l'inflation, qui court à présent à un rythme annuel de 7% aux États-Unis. Avec le prochain contrat, la direction voudrait imposer une échelle salariale plus basse pour les futurs embauchés. Un tel système, rejeté par les grévistes mais qui a cours dans beaucoup de grandes entreprises, peut engendrer des différences de salaire horaire du simple au double pour un même travail.

La direction ne veut pas, pour l'instant du moins, entendre parler d'un salaire plancher au-dessus de 16 dollars de l'heure. Pourtant elle recrute maintenant des employés à 18 dollars de l'heure pour remplacer les grévistes et garder certains de ses magasins ouverts.

La grève est l'occasion d'en savoir plus sur les conditions de vie des employés. Une étude portant sur ceux de Kroger, au Colorado et en Californie

principalement, vient de montrer que les trois quarts vivent en état d'insécurité alimentaire, avant tout des parents célibataires qui sautent des repas et ne peuvent pas assurer une alimentation équilibrée à leurs enfants. Depuis 1990, les salaires ont reculé de 11% face au coût de la vie. Des salariés marchent des kilomètres pour se rendre au travail car ils ne peuvent pas assumer le coût d'une voiture. 85% n'ont pas d'horaire de travail fixe et ne connaissent pas leur planning à l'avance. 14% ont été sans domicile fixe au moins

une fois l'année dernière, ne pouvant payer un loyer, particulièrement dans les grandes villes comme Denver. Certains dorment dans une voiture.

Alors que le contrat des 33 000 salariés de Kroger en Californie expire le 6 mars, le combat des 8 400 grévistes du Colorado pourrait être le prélude d'un mouvement plus large. Comme l'a dit un syndicaliste : « Ce combat n'est pas seulement le nôtre au Colorado. C'est un combat pour le monde du travail et les salariés essentiels de tout le pays ».

Lucien Déroit



À Denver, dans le Colorado.



Nos lecteurs écrivent :

## Rojava : la population prise en otage

Fin décembre, en visitant ma famille au Kurdistan syrien, le Rojava, j'ai été choqué de voir dans quelle situation la population se démène pour survivre. Même dans les zones qui ne sont pas sous les bombes des armées russe ou turque, il est difficile de se procurer de la nourriture et toute l'activité économique est un chaos permanent à cause des pénuries.

Depuis que les nationalistes kurdes, les YPG, ont pris le contrôle du Rojava, à partir de 2014, quand ils étaient soutenus par les États-Unis pour chasser l'organisation État islamique (Daech), la Turquie a fermé sa frontière avec le nord de la Syrie. À l'époque, les prix avaient augmenté car les marchandises devaient désormais passer par l'Irak. Aux marges des commerçants se sont ajoutées les taxes irakiennes et les prélèvements forcés de tous les groupes armés qui contrôlent le passage de Semalka sur le fleuve Tigre, vital pour le Kurdistan. L'autorité kurde du Rojava, d'un côté, et le gouvernement

autonome kurde d'Irak, de l'autre, se partagent le travail.

Mi-décembre, au prétexte d'un différend avec l'armée du Rojava, les militaires du Kurdistan irakien ont complètement fermé le passage. Deux jours plus tôt, l'armée syrienne de Bachar El-Assad avait coupé tous les échanges commerciaux avec le Rojava sous un prétexte similaire. Du jour au lendemain, le Kurdistan syrien s'est retrouvé sans la moindre possibilité de faire entrer des marchandises de l'extérieur. La population fait les frais d'un bras de fer entre les différentes forces en rivalité pour contrôler la région.

Des denrées alimentaires comme le sucre ont subitement disparu des étals. Cela ne veut pas dire que tout le sucre du Rojava a fondu en un jour ! Mais les gros commerçants ont préféré le stocker, anticipant et accentuant la hausse des prix qui ont doublé en 24 heures. Trouver de quoi se nourrir est un tracas quotidien. La farine, les fruits et légumes se font rares. Avec la pénurie

de matériaux provoquée par la fermeture des frontières, beaucoup d'artisans ne peuvent plus travailler. Il devient impossible d'aller se faire soigner en Irak alors que le Rojava manque d'hôpitaux.

La pénurie favorise les trafics de ceux qui cherchent à s'enrichir grâce à leurs relations avec l'autorité kurde du Rojava ou avec les associations humanitaires, dont les budgets sont importants, comparés au niveau de vie de la population. Ces trafics aggravent l'instabilité économique. Pour survivre, les familles comptent sur le soutien de parents émigrés en Europe, un tiers des Syriens ayant quitté le pays depuis le début de la guerre. Ceux qui ne reçoivent rien sont dans une misère noire.

La vie quotidienne de centaines de milliers de personnes est suspendue à l'ouverture d'une frontière entre deux autorités kurdes, qui sont elles-mêmes des pions dans le jeu des grandes puissances et de leurs alliés régionaux. C'est insupportable !

Un lecteur kurde

## Voitures : ça roule pour les milliardaires

Les voitures à plus de 200 000 euros ne se sont jamais aussi bien vendues dans le monde, se félicitent les actionnaires de grands groupes automobiles.

Selon Volkswagen, propriétaire des marques Bentley, Lamborghini et Bugatti, ses voitures de luxe, et plus particulièrement les SUV, se sont « vendues comme des petits pains ». Bugatti a même annoncé avoir eu 150 commandes pour des automobiles coûtant dans les 3 millions d'euros !

De son côté, Rolls Royce, qui appartient au groupe BMW, n'est pas en reste, puisque son patron annonce avoir battu un record historique de ventes. « Il y a beaucoup d'argent prêt à être dépensé, a-t-il déclaré, ajoutant : J'ai été impressionné par le nombre de clients qui nous ont confié qu'avec le Covid, ils avaient compris qu'ils

pouvaient mourir demain et que c'est maintenant qu'il faut profiter de la vie. » On peut le laisser considérer que rouler dans une voiture de luxe c'est profiter de la vie, et que chacun a des horizons à sa mesure ; reste que les bons résultats de ces firmes indiquent aussi que les ultra-riches sont de plus en plus nombreux.

Comme le constate avec cynisme le président de la Fédération italienne des concessionnaires lui-même : « C'est partout pareil : après les crises, les riches sont plus riches et les pauvres sont plus pauvres. » Il faut vraiment arracher le volant à ces parasites dorés.

M. L.

## États-Unis : en 1912, la grève du textile de Lawrence

Du 11 janvier au 14 mars 1912, une grève des ouvriers du textile secoua la ville industrielle de Lawrence, dans le Massachusetts. Les grévistes, et en particulier les ouvrières, s'opposèrent victorieusement à la diminution des salaires.

Lawrence était alors une ville entièrement dominée par les usines textiles employant 32 000 hommes, femmes et enfants. Les patrons tiraient les salaires vers le bas, employant de plus en plus de femmes et d'enfants, et d'immigrés récents ne parlant pas anglais.

Le prolétariat de Lawrence était entassé dans des logements exigus et insalubres, harassé par les longues heures d'exploitation et affaibli, les salaires ne permettant pas de se nourrir correctement. Un tiers mourait avant vingt-cinq ans.

Le 1<sup>er</sup> janvier 1912, une loi de l'État du Massachusetts réduisit les horaires de travail des femmes et des enfants de 56 à 54 heures par semaine, tout en laissant le patronat du textile libre de diminuer les salaires. Des militants syndicaux firent de l'agitation pour dénoncer cette supercherie et le 11 janvier lorsqu'un groupe d'ouvrières polonaises constata la baisse de salaire, elles se mirent immédiatement en grève. Le lendemain il en fut de même des ouvriers d'une des quatre usines de l'American Woolen Company de Lawrence, qui en possédait soixante. La grève s'étendit : 5 000 ouvriers allèrent d'usine en usine entraîner les autres et couper l'alimentation électrique des machines. Le nombre de grévistes monta à 10 000. Presque toutes les usines de la ville s'arrêtèrent.

### L'organisation de la grève

Deux militants, Joseph Ettor, né de parents italiens et Arturo Giovannitti, né en Italie, vinrent à Lawrence pour organiser la

grève. Un comité de grève fut mis sur pied comprenant quatre membres de chacune des quatorze nationalités principalement représentées parmi les grévistes : Italiens, Québécois, Hongrois, Portugais, Syriens et d'autres parlant diverses langues slaves. Les meetings étaient traduits en vingt-cinq langues. La grève s'étendit encore : 20 000 grévistes revendiquaient 15 % d'augmentation des salaires avec une semaine de 54 heures et une majoration de 100 % pour les heures supplémentaires.

Les patrons mirent alors toute l'influence qu'ils avaient sur les autorités publiques pour casser la grève. Le maire de Lawrence mobilisa une compagnie de miliciens. Lorsque les lances à incendie furent utilisées, en plein hiver, contre les piquets de grève, les ouvriers répliquèrent en renvoyant des glaçons qui brisèrent des fenêtres des usines. La justice locale rentra alors en scène pour condamner vingt-quatre travailleurs à un an de prison. Le gouverneur du Massachusetts envoya la garde nationale et la police d'État à Lawrence contre les grévistes.

Les patrons purent aussi compter sur l'aide des bureaucrates syndicaux affiliés à l'American Federation of Labor qui n'organisait pratiquement que des ouvriers qualifiés. Ces syndicalistes, méprisant les femmes et les immigrés, essayèrent tout de même de négocier avec le patronat au nom des grévistes qui les ignoraient.

Un tournant dans la grève intervint le 29 janvier lorsque qu'une manifestation pacifique fût chargée



Sur la pancarte au centre : "Nous nous battons jusqu'à la victoire".

par la troupe et qu'une ouvrière italienne fût tuée par balle. Ettor et Giovannitti, qui pourtant se trouvaient à plusieurs kilomètres du lieu de la fusillade, furent arrêtés pour incitation au meurtre et emprisonnés. Une large campagne de soutien et de recueil de dons se développa. Ils furent acquittés bien après la grève, fin 1912, mais l'important était de mettre hors circuit ces deux militants du syndicat Industrial Workers of the World (IWW), qui étaient aussi membres de la fédération italienne du Parti socialiste américain.

### L'épreuve de force

Les autorités essayèrent de pousser leur avantage en déclarant la loi martiale, interdisant tous les meetings et même aux piquets de grève de se parler dans la rue. Vingt-deux compagnies supplémentaires de milice et deux escadrons de cavalerie furent mobilisés. Les fils de bourgeois étudiants à Harvard eurent droit à des vacances pour s'enrôler dans ces milices patronales. Un ouvrier syrien fût tué à la baïonnette, trente-six autres condamnés jusqu'à un an de prison. Mais la grève tint bon car, selon le mot d'Ettor, « les baïonnettes ne peuvent tisser des vêtements ». Des cortèges rassemblaient de 7 000 à 10 000 grévistes, allant d'une usine à l'autre en chantant.

Les IWW envoyèrent à Lawrence deux autres militants : Big Bill Haywood, qui avait mené de nombreuses grèves dans l'Ouest et avait fait plusieurs fois de la prison, et Elizabeth Gurley Flynn, 22 ans. Flynn avait été expulsée de son lycée de New York à l'âge de 15 ans après avoir tenu un discours intitulé « Ce que le socialisme fera pour les femmes ».

La grève durant et les familles de grévistes ayant de plus en plus de difficultés à se nourrir, les IWW collectèrent des fonds, organisèrent des cantines de grève et firent venir des volontaires médecins et infirmières. Le comité de grève, avec Haywood et Flynn, confia des enfants à des familles sympathisantes au travers du réseau des IWW et de militants socialistes. En février plusieurs centaines d'enfants prirent le train pour New York où ils furent accueillis par des milliers de socialistes italiens chantant l'*Internationale*. C'était un soulagement pour leurs parents, ainsi qu'une occasion d'intéresser la presse à la grève et de la faire connaître hors de Lawrence. Une partie des enfants étaient eux-mêmes des ouvriers grévistes qui s'employèrent à populariser la lutte dans leurs localités d'accueil.

Les autorités tentèrent d'empêcher d'autres départs. Devant des reporters,

la police envahit la gare de Lawrence, frappa les enfants, arrêta les parents. Une ouvrière fût assommée et fit une fausse couche. L'indignation fut telle que même la femme du président Taft se déclara émue. Il fallut cela pour que le Congrès ouvre une enquête sur les conditions de vie et de travail à Lawrence et que les patrons du textile sentent le vent tourner.

Le 1<sup>er</sup> mars, ceux-ci proposèrent une augmentation de 5 % aux grévistes, qui refusèrent. Deux semaines plus tard, le 14 mars, 10 000 grévistes rassemblés approuvèrent un accord mettant fin à la grève : les salaires augmentaient de 20 % dans les usines de Lawrence, mais aussi dans d'autres de la région, les heures supplémentaires étaient majorées de 25 % et les grévistes devaient être repris à la réouverture des usines.

C'est de cette grève qu'est resté le slogan célèbre « Du pain et des roses ». D'autres grèves importantes eurent lieu dans cette période, sans être victorieuses comme celle de Lawrence, la plupart faisant face aux mêmes difficultés : la répression et les divisions existant entre les nationalités. En les surmontant dans les luttes, la classe ouvrière des États-Unis se forgeait une conscience de classe.

Lucien Déroit



Sur la pancarte : "On se bat. Rejoignez les IWW et soyez à nos côtés".

## RSI - Gennevilliers : régularisation de tous les sans-papiers !

À Gennevilliers, dans les Hauts-de-Seine, 83 travailleurs de la société d'intérim RSI sont en grève depuis plus de deux mois et demi. Ils se sont rassemblés jeudi 18 janvier devant la préfecture de Nanterre.



Ces travailleurs n'étaient pas seuls, d'autres étaient venus de Chronopost Alfortville et de la plateforme DPD du Coudray-Montceaux, dans l'Essonne. Plusieurs dizaines de sans-papiers ainsi que des manifestants étaient venus les soutenir.

Combien sont-ils, ces sans-papiers qui travaillent régulièrement en France mais qui n'ont aucun droit ? À Gennevilliers, ils travaillent tous dans le bâtiment, et on peut dire qu'aucun immeuble ne sortirait de terre sans leur présence. Mais d'autres sont dans le ménage, les livraisons, l'hôtellerie...

Ces sans-papiers vivent ici depuis plusieurs années. Grâce à leur travail, ils peuvent aider leur famille au pays. Ils n'ont pas vu leur femme ou leurs enfants depuis des années et subissent l'exploitation la plus éhontée. Récemment, à la Sepur,

entreprise spécialisée dans la collecte et le tri des déchets, un salarié sans papiers a pu dire : « Le chef m'a dit qu'il pouvait me faire travailler mais que c'était payant. Je devais lui donner 10% de mon salaire à la fin de chaque mois pour qu'il me donne du travail. »

À l'heure où le gouvernement se réjouit de voir les investisseurs étrangers venir en France, les uns et les autres de ces sans-papiers pouvaient au contraire se réjouir de se voir rassemblés, fiers d'accueillir leurs frères de classe et de se battre au coude à coude pour avoir les mêmes droits.

Ce sont ces travailleurs qui construisent des immeubles, qui font le ménage, qui travaillent dans les hôpitaux, et non le capital. Il faut la régularisation de tous les travailleurs sans papiers !

Correspondant LO

## Dans les bulletins Lutte ouvrière



### Les cordonniers sont les plus mal chaussés

En ce qui concerne son propre personnel, la SNCF n'est pas non plus exemplaire. Le centre escale opérationnel de Part-Dieu ne bénéficie ainsi d'aucun accès pour les personnes en situation de handicap. Cela leur interdit de fait de postuler sur des emplois pourtant sédentaires et accessibles.

SNCF Gare de Lyon-Part-Dieu

### La direction encourage la division

Sous la menace de la grève du 17 décembre, la SNCF a lâché des primes supplémentaires pour les conducteurs et contrôleurs TGV. Mais rien pour les autres.

Elle entretient ainsi une division entre cheminots, car nous n'avons pas tous obtenu ces primes.

La bataille pour les salaires ne fait que commencer.

Ateliers SNCF de Quatre-Mares - Rouen

### On est mobile

Tout pour la mobilité : en cas de changement de centre, Naval Group nous promet 3,5% d'augmentation individuelle et 10000 euros versés en deux fois. En clair, elle nous encourage à bouger.

Elle doit être aux anges en ce moment : ça bouge dans tous les établissements pour les salaires.

Arsenal Lorient

### Un peu dur de la comprenette !

Il a fallu attendre près de trois mois pour que la direction de Lyon Centre reconnaisse l'étendue des dégâts de la dernière réorganisation à la distribution du courrier.

Et encore, du bout des lèvres ! Car si elle a remis des tournées de distribution, ce ne sont que des tournées de « renfort ».

Autant dire qu'elle compte bien pouvoir les supprimer à la première occasion.

À nous de ne pas la laisser faire.

Hôtel des Postes - Lyon

### Travailler plus, non merci !

Les nouveaux horaires rentrent en application : on commence plus tôt, on finit plus tard...

Et tout ça afin de permettre aux chefs de nous faire rester plus longtemps à l'usine, en le décidant au dernier moment...

L'overdose, ça va vite être l'overdose !

Renault MCA - Maubeuge

## Autoentrepreneurs : l'habit ne fait pas le moine

Selon l'Insee, près d'un million d'entreprises ont été créées en France en 2021, un record dont se réjouissent les défenseurs de « l'esprit d'entreprise ».

Mais en décortiquant les chiffres, on constate que deux créations d'entreprises sur trois l'ont été sous le régime d'autoentrepreneur. Rentrent dans cette catégorie aussi bien d'anciens salariés qui ne retrouvent un emploi que sous cette forme, les livreurs à domicile et autres emplois « ubérisés », des jeunes qui espèrent gagner

leur vie en se lançant dans un créneau qui leur semble prometteur, et bien d'autres « petits boulots ». En outre, si quelques avantages sont prévus en début de contrat, notamment sur les cotisations sociales, il existe un plafond de ressources à ne pas dépasser pour avoir accès à certaines aides, le tout étant insuffisant pour vivre. De

plus, le droit au chômage est très restrictif et les droits à la retraite soumis au chiffre d'affaires.

Loin d'être les nouveaux patrons que les économistes veulent bien nous présenter, les autoentrepreneurs sont des travailleurs tout aussi exploités que les autres, mais en étant seuls chacun dans leur coin, sans le nombre qui pourrait leur permettre un rapport de forces favorable.

M. L.



PORTAIL AUTO-ENTREPRENEURS



### Nos lecteurs écrivent : arnaque au gaz à Paris

Les 15 000 locataires de la Régie immobilière de la Ville de Paris (RIVP) vont devoir déboursier 40 euros de charges de chauffage supplémentaires tous les mois.

Dans un courrier annonçant la mauvaise nouvelle à ses locataires, la RIVP explique piteusement que le fournisseur de gaz ayant rompu son contrat, elle a dû trouver un nouveau fournisseur... aux prix actuels du marché, donc beaucoup plus cher.

On imagine que, au moment de l'ouverture du marché du gaz, un gestionnaire de la Régie, militant de la

libre entreprise et de son plan de carrière, a trouvé pertinent de croire aux promesses d'un nouveau fournisseur de gaz, certain d'avoir flairé la bonne affaire.

Mais voilà, la conjoncture étant retournée, le prix du gaz a explosé, le fournisseur miraculeux s'est évaporé et... il n'y avait donc plus qu'à faire payer les locataires.

Le chauffage, la nourriture, le logement, etc. sont des choses importantes. Les mères de familles des quartiers populaires les gèreraient beaucoup mieux.

Un lecteur du 20<sup>e</sup> arrondissement de Paris

## Métro - Bagneux : ça roule... doucement !

Le 13 janvier, la nouvelle station de métro Bagneux-Lucie Aubrac a été ouverte sur la ligne 4, inaugurée en grande pompe par le Premier ministre au rond-point des Martyrs à Bagneux, dans les Hauts-de-Seine. Cette ouverture a été qualifiée d'« historique » par la maire. Sans doute de l'humour, après six ans de travaux (nécessaires), la destruction d'une tour,

la suppression d'un supermarché, non remplacé jusqu'à présent...

Historique, ce métro l'est presque, puisqu'il avait fait l'objet d'une pétition en... 1977. Vingt ans après, un accord entre le ministre des Transports de Jospin et la mairie avait annoncé le début du projet. Et encore 24 ans plus tard, il arrive !

Correspondant LO

## 27 janvier : affirmer les intérêts communs des travailleurs

La CGT, Force ouvrière, la FSU, principale fédération de l'Éducation nationale, et Solidaires, ainsi que des organisations de jeunesse, appellent à une journée interprofessionnelle de grèves et de manifestations le 27 janvier sur les salaires et l'emploi.

Les syndicats n'avaient pas appelé l'ensemble des travailleurs à une telle journée depuis le 5 octobre dernier.

Au moment où le patronat mène une véritable guerre contre les conditions de travail et de salaire dans tous les secteurs de la classe ouvrière, s'attaque aux chômeurs, se prépare à repousser l'âge de la retraite, il faut se saisir de l'occasion pour affirmer que la classe ouvrière a les mêmes intérêts et un seul ennemi, le grand patronat.

Tous les travailleurs voient leur pouvoir d'achat chuter du fait de salaires bloqués, des prix qui explosent, des retraites déjà bien faibles qui ne sont quasiment pas revalorisées. Travailleurs du

public comme du privé, enseignants, postiers, ouvriers en production, dans le bâtiment, caissières des supermarchés ou aides à domicile, toutes et tous sont confrontés aux mêmes problèmes : comment finir le mois, comment ne pas perdre son travail, ou en trouver un quand on est chômeur.

Ces dernières semaines, le mécontentement s'est manifesté dans bien des secteurs. Fin décembre, les employés de Leroy Merlin se mettaient en grève pour les salaires, un peu plus tard ceux de Carrefour ; les travailleurs sociaux étaient en grève le 11 janvier pour exiger des salaires décents, et d'abord les 183 euros du Ségur de la santé. Du côté de l'Éducation

nationale, le mépris de Blanquer et ses protocoles sans queue ni tête ont mis le feu au poudre. Mais c'est aussi pour des embauches massives, à commencer par celles d'enseignants remplaçants, que les enseignants ont été motivés à faire grève massivement le 13 janvier. Les attaques sont ressenties par tous, même si elles n'ont pas partout les mêmes formes.

Augmentation des salaires, et leur indexation sur les prix, répartition du travail entre tous avec maintien du salaire, suppression du secret des affaires, ces objectifs doivent être communs à tout le monde du travail, et cette journée doit être l'occasion pour tous les travailleurs et militants conscients d'affirmer que se regrouper autour de ces intérêts de classe est la voie à suivre.

Aline Retesse

## Hôtellerie-restauration : les miettes ne suffiront pas

Le patronat de l'hôtellerie-restauration se vante d'avoir consenti une augmentation de 16 % des salaires dans le cadre de l'accord qu'il a signé avec la CFDT.

Mais la réalité est nettement moins reluisante et montre que même les patrons qui se répandent sur leurs difficultés à recruter n'envisagent pas de rémunérer les salariés à la hauteur de ce qui permettrait de vivre correctement.

16 % « en moyenne » dit le patronat. Tout est dans le « en moyenne » car les serveuses et toutes celles et ceux qui sont en bas ne l'échelle ne verront pas la couleur de cette augmentation à deux chiffres. Les bas salaires, ceux que touchent la plus grande partie du personnel, ne seront augmentés que de 4 à 6,1 %. Encore ne s'agit-il que d'un rattrapage après de longues années où les rémunérations n'ont pas bougé. La maîtrise et l'encadrement, beaucoup moins nombreux, seront davantage augmentés. C'est seulement pour la toute petite minorité en haut de l'échelle que l'augmentation pourra aller de 9 à 23 %.

La majorité des travail-

leurs de l'hôtellerie-restauration bénéficieront ainsi d'une augmentation de 60 euros par mois maximum, sur des salaires qui tournent autour du smic, et encore, quand il s'agit d'emplois à plein temps. Ils devront pour cela accepter de travailler le dimanche et la nuit, commencer en début de matinée pour finir tard le soir, avec des coupures non rémunérées parfois de cinq heures, et faire des heures supplémentaires payées au rabais, quand elles le seront.

Cet accord est présenté comme un modèle par les commentateurs de la presse. Mais, s'il montre une chose, c'est que les patrons ne céderont rien de significatif sans y être forcés, même dans un secteur où, en deux ans, 200 000 salariés sont partis vers d'autres métiers. Si les salariés de l'hôtellerie-restauration se voient gratifiés de presque rien par cet accord, ailleurs ce sera rien, ou moins que rien.

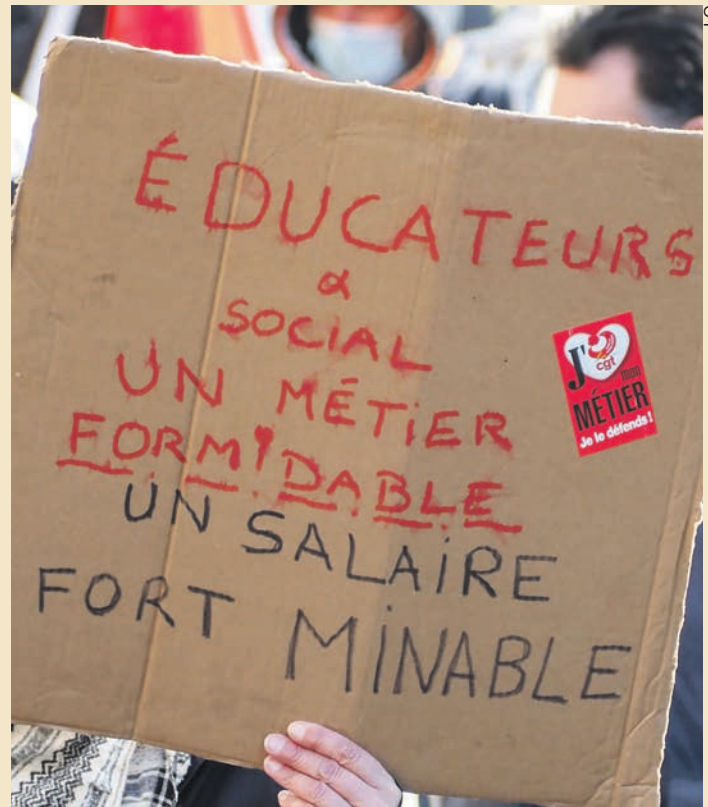
Une enquête de l'Observatoire annuel des rémunérations, une division de la société d'intérim Adecco, montre que, sur 150 sociétés interrogées, les augmentations salariales prévues à l'occasion des négociations annuelles obligatoires (NAO) se montent à 2,5 %. Là où les négociations officielles ont eu lieu elles confirment pour la plupart ce chiffre : 2,2 % chez Auchan, entre 2,5 et 3 % chez Danone. Chez Arkema, la direction avait proposé 1,7 %, avant que les travailleurs n'obtiennent plus par la grève. Chez Suez-propreté, l'ex-Sita, elle propose 3 %. L'inflation officielle, largement sous-évaluée, est déjà pour sa part de 3,1 % sur un an. Même avec quelques pour-cent d'augmentation, les travailleurs vont donc continuer à perdre de l'argent.

Pour mettre fin à cette descente vers la pauvreté, il serait temps que le monde du travail fasse rendre gorge au patronat pour l'obliger à payer ce qui est nécessaire pour vivre.

Daniel Mescla

## Secteur médico-social : grève pour les salaires

Le 18 janvier, une intersyndicale a appelé les travailleurs du secteur médico-social à une journée de grève pour des hausses de salaires. Ils ont de nombreuses raisons de se mobiliser, dont leur mise à l'écart du coup de pouce salarial accordé au personnel hospitalier.



Dans la manifestation du 11 janvier.

Dans les maisons de retraite et les centres accueillant des handicapés, des enfants en difficulté ou encore des sans-abri, près d'un million de salariés du secteur public ou privé assurant ces fonctions indispensables ont été complètement ignorés du gouvernement. Lorsqu'il a consenti à un geste envers les soignants et les hospitaliers – la prime mensuelle de 183 euros dite du Ségur de la Santé –, il en a volontairement privé des éducateurs, assistantes sociales, psychologues, administratifs, techniciens, ouvriers d'entretien, etc., qui côtoient quotidiennement des collègues qui l'ont reçue. Cette injustice est combattue depuis des mois, avec des manifestations et des grèves parfois très suivies localement.

Les salariés des établissements du secteur médico-social sont en fait dans une situation similaire à celle de leurs collègues des hôpitaux.

Ils sont en sous-effectif permanent, ce qui rend le travail pénible et ne permet pas de répondre à tous les besoins des résidents de ces structures. Certains ont d'ailleurs démissionné pour travailler dans des hôpitaux où les conditions sont tout aussi éprouvantes, mais où au moins ils touchent les 183 euros du Ségur.

Jusqu'à présent, le gouvernement a ouvertement méprisé ces travailleurs pourtant essentiels : Castex avait annoncé qu'une conférence des métiers d'accompagnement social et médico-social se tiendrait avant le 15 janvier pour discuter de revalorisations salariales. Elle n'a pas eu lieu et elle est maintenant promise pour le 18 février.

Les mobilisations et les grèves seront le seul moyen de faire que cette conférence gouvernementale ne se réduise pas à des parlottes sans aucun résultat.

Lucien Détroit

## Renault Trucks – Vénissieux–Saint-Priest : débrayages pour les salaires

Chez Renault Trucks, où les réunions sur les salaires entre la direction et les syndicats avaient lieu jeudi 6 puis mercredi 12 janvier, la direction a annoncé à la première réunion des augmentations générales de 2%.

À la veille de cette première réunion, à Vénissieux, dans la banlieue lyonnaise, un débrayage avait eu lieu à l'usine Moteurs : pour de nombreux travailleurs, il était évident que, pour de vraies augmentations, mieux valait compter sur la lutte que sur le talent des négociateurs ou la générosité du patron. Ce débrayage avait été un succès puisqu'une des deux lignes de montage avait été à l'arrêt plusieurs heures, à la grande surprise de la direction qui, vu le nombre important d'intérimaires en

production, pensait qu'elle ne serait pas touchée par le mouvement. À l'usine Ponts, la moitié des ouvriers embauchés ont débrayé.

Mais c'est la faiblesse des augmentations générales annoncées, qui ne couvrent même pas l'augmentation des prix, qui a déclenché de la colère dans les ateliers. À l'usine de Bourg-en-Bresse, 150 travailleurs ont débrayé dès l'annonce des résultats, et ils étaient 200 le lendemain. À l'usine de Blainville, dans le Calvados, il y a eu 300 grévistes vendredi 7 janvier. Et sur les sites de Lyon, une

centaine de grévistes sont allés dire leurs quatre vérités à la direction.

La veille de la deuxième réunion, à Vénissieux, une ligne de montage des moteurs était totalement arrêtée. De même à l'usine Ponts à Saint-Priest, toujours en équipe du soir, 90% des travailleurs étaient en grève.

Enfin, le 12 janvier, jour de la réunion sur les

salaires, il y avait 300 grévistes à Blainville et 500 à Bourg-en-Bresse. À Lyon, 150 grévistes sont allés interpeller la direction sur le lieu de la réunion.

Finalement, la direction a lâché un peu plus, les augmentations générales passant de 2 à 2,6% avec un talon de 50 euros. Certaines primes augmenteront également. C'est encore loin du

compte, mais il aura quand même fallu différents débrayages, pour que la direction lâche un peu plus sous leur pression.

Tous ont conscience que pour obtenir plus il faudrait se lancer dans un vrai mouvement de grève. Il ne faudra pas attendre un an car les prix continueront d'augmenter en 2022.

**Correspondant LO**



## Thales Groupe : mobilisés contre les suppressions d'emplois

Mardi 18 janvier, les salariés du groupe Thales, géant mondial de l'électronique civile et militaire, se sont rassemblés à plus d'une centaine à l'appel de la CGT devant le ministère de l'Économie, des Finances et de la Relance.



Ils protestaient contre les suppressions d'emplois prévues par la direction, qu'elle emballe dans un projet appelé « Vision 2025 ».

Différents secteurs étaient représentés comme Avionics, l'aéronautique, le spatial, l'identité et la sécurité numérique, ainsi que différents sites comme Pont-Audemer dans l'Eure, Moirans en Isère, Thonon-les-Bains en Haute-Savoie, Vélizy dans les Yvelines, Meudon dans les Hauts-de-Seine.

Plus que « Vision 2025 », c'est « Vision 141 », répondent les salariés en colère de Thonon-les-Bains pour faire savoir combien d'entre eux sont menacés de perdre leur emploi. Les remarques de la direction, qui leur déconseille de faire du bruit sur

ce point, ne les arrêtent pas. Et pour cause, comme le rappelait l'un des présents au rassemblement : si le site de Thonon n'a pas encore fermé et n'a pas encore supprimé les postes, c'est grâce à la mobilisation des salariés qui dure et met des bâtons dans les roues à ceux qui veulent avancer vite dans leur plan. Au même moment, un débrayage était d'ailleurs prévu sur le site.

Les travailleurs de l'usine de cartes SIM de Pont-Audemer étaient une cinquantaine à avoir fait le déplacement. Un débrayage était également organisé sur place. C'était auparavant l'usine Gemalto, rachetée il y a deux ans et demi pour 5 milliards d'euros rubis sur l'ongle par Thales, qui promettait alors

de ne pas toucher aux emplois. Autant dire qu'au vu des promesses de rachat que défendent certains élus locaux, ou qui transparaissent dans les solutions de la direction pour sauver les emplois, les travailleurs ont toutes les raisons de se méfier. Ils ont vu avec Thales ce que sont les promesses de patron. La réalité est que les dirigeants de Thales et les gros actionnaires décident tout seuls que tel ou tel secteur n'est pas assez rentable pour eux, exigeant des dividendes de plus en plus gros à coups d'attaques de plus en plus fortes sur les emplois, les salaires et les conditions de travail.

Les salaires n'étaient pas en reste dans les discussions et les interventions. À Méru, dans l'Oise, des débrayages sur les salaires ont commencé jeudi 6 janvier avec 70 grévistes, et ailleurs ils se préparent.

Pour beaucoup de salariés, c'est « droit dans le mur pour nous si on laisse faire ». Ils ont décidé de préparer la journée de grève et de manifestation interprofessionnelle du 27 janvier en s'adressant le plus possible à leurs collègues pour les convaincre de se saisir de l'occasion pour contester.

**Correspondant LO**

## General Electric – Belfort : décidés à se faire respecter

Depuis le 11 janvier, les travailleurs de General Electric Power Steam Systems à Belfort bloquent le site. Plusieurs centaines d'entre eux y interdisent l'entrée de tout véhicule, automobile ou camion.

Dans le cadre des négociations salariales, la direction de General Electric avait annoncé à la première réunion une augmentation de 2,2%, soit moins que l'inflation, distribuée individuellement à la tête du client et seulement pour 70% du personnel. Une prime de 350 euros était proposée dans le cadre de la prime dite Macron, alors que, dans la partie General Electric Turbines Gaz située juste à côté, la même direction a accordé une prime de 750 euros à la suite de plusieurs débrayages.

Trop c'est trop, ces miettes sont données après des plans de licenciements et plusieurs années sans augmentation des salaires. Ce qui domine est la volonté de vouloir se faire respecter. L'an dernier, la direction de General Electric Power avait octroyé une prime dite d'excellence de 1000 euros à la suite d'un précédent mouvement de grève. Or cette prime était soumise à des critères de qualité, de livraison,

définis par le patron pour qu'il garde la main. Et ce qui devait arriver arriva : au lieu des 1000 euros promis, les travailleurs n'avaient eu que 300 euros.

Dans le même temps, le personnel manque et la charge de travail augmente, avec des heures supplémentaires demandées. Les travailleurs ont même eu droit pour cela à des félicitations du patron.

Suite au blocage, la direction de General Electric a fait une deuxième proposition avec 2,5% d'augmentation générale, mais en supprimant toute prime... car le blocage de l'usine n'a pas été levé, ce qui lui coûterait cher !

Le 18 janvier la grève continuait, une nouvelle négociation était prévue. Le moral restait bon et plusieurs dizaines de travailleurs ont décidé d'aller faire pression en envahissant la salle de réunion. Les travailleurs sont bien décidés à se faire respecter et à obtenir satisfaction.

**Correspondant LO**

## PSA - Poissy : ISS en grève

À PSA - Poissy dans les Yvelines, 16 travailleurs de la société sous-traitante ISS sont chargés du nettoyage de l'atelier de Peinture de cette usine automobile. Ils travaillent six jours sur sept, en soirée, pour nettoyer les cabines de peinture, les étuves, le tunnel de traitement de surface avec des payes qui tournent autour de 1 500 euros net.

Cela fait des années que les salaires sont bloqués et, depuis plusieurs mois, ils demandent un rattrapage de salaire que jusqu'ici leur direction a toujours refusé. Début janvier, plusieurs d'entre eux se sont rendu compte que le 13<sup>e</sup> mois ne leur avait pas été versé, tandis que pour d'autres il avait été transformé en « prime de gratification ». Quand la direction a répondu à ceux qui réclamaient leur treizième mois que « peut-être ils le toucheraient ou peut-être pas... », cela a été le mépris de trop.

Ces travailleurs ont depuis plusieurs mois pris l'habitude de se réunir

régulièrement pour discuter de leurs problèmes. C'est naturellement qu'ils se sont réunis mercredi 12 janvier pour décider de se mettre en grève deux jours plus tard. Le vendredi, la grève était votée par tous les présents, ainsi que les revendications : ils exigent 150 euros d'augmentation par mois, le paiement du 13<sup>e</sup> mois indiqué comme tel sur la fiche de paye. À cela s'ajoute le remboursement du prélèvement de 15 euros par mois de la mutuelle, car celle désignée par le patron dit aux salariés qu'elle ne les connaît pas et refuse de rembourser le moindre médicament. Ils exigent

également que le patron respecte la loi sur l'attribution des congés payés : il ne leur compte que 2,08 jours par mois, au lieu des 2,5 habituels. Il prétend une erreur, sauf que l'erreur se reproduit depuis des mois.

Pour faire connaître leur grève, les travailleurs ont manifesté plusieurs fois dans les ateliers aux cris de « Salaires bloqués, y en a assez ». Chaque fois, l'accueil des autres travailleurs du site était chaleureux d'autant plus que la paye trop faible est un problème pour tous. Leurs collègues de l'usine PSA de Sochaux ont été contactés. Ceux-ci, qui avaient déjà été sollicités par la direction d'ISS pour venir remplacer les grévistes de Poissy, lui ont opposé un refus clair et net, avec menace de débrayage à l'appui!

Lundi 17, la direction d'ISS a tenté de reprendre



la main en proposant de recevoir les grévistes un par un. Elle est revenue mardi soir pour proposer des négociations plus sérieuses. Les grévistes, après avoir imposé que les discussions se déroulent avec cinq d'entre eux, ont accepté de suspendre la grève. Ils ont répondu qu'ils étaient d'accord pour discuter, mais tous ensemble dans la

même pièce. Ils ne sont pas tombés dans le piège de la division.

Ils ont bien compris que ce qui fait leur force face aux patrons d'ISS et de Peugeot est leur solidarité, leur cohésion, et aussi l'exemple qu'ils donnent à tous les autres travailleurs : relever la tête et lutter pour les salaires, c'est possible.

Correspondant LO

## FNAC - Valence : aux actionnaires de passer à la caisse!

Samedi 15 janvier, suite à un appel de la CGT du groupe, 80 % des salariés de la FNAC de Valence, dans la Drôme, ont débrayé deux heures et se sont rassemblés devant le centre commercial pour

exprimer leur colère.

Depuis des années, ils encaissent des suppressions de postes, des salaires bloqués, des tâches de manutention de plus en plus pénibles, sans compter la pression qui

s'accroît pour travailler encore plus vite, vendre des services plutôt que conseiller les consommateurs, gérer la mise en place des mesures sanitaires en plus de leur travail habituel...

« Ce n'est pas la crise pour tout le monde », affirmait un salarié. En effet, malgré le Covid-19, la FNAC se vantait déjà l'été dernier d'une augmentation record de son chiffre d'affaires, 3,46 milliards

d'euros, soit 21 % de plus par rapport à l'année précédente!

Les travailleurs de la FNAC utilisent le seul vrai moyen d'imposer des concessions à la direction.

Correspondant LO

## QUI SOMMES-NOUS?

### Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),  
membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

*Lutte ouvrière* est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 0148108620 - SARL au capital de 7622,45 euros, durée quatre-vingt-dix-neuf ans à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2020 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n° 1024 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal janvier 2022.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

### Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. On peut nous soutenir financièrement par carte bancaire sur notre site ou nous adresser un don par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière, en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX. Merci d'indiquer lisiblement vos nom, pré-

nom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser

un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France.

L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées.

L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».



### Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière  Lutte de classe

Nom ..... Prénom .....

Adresse .....

Code postal ..... Ville .....

Ci-joint la somme de :  
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière : à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
Destination	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	25 €	50 €	18 €
Outre-mer avion	33 €	65 €	20 €
Reste du monde	43 €	85 €	25 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet  
[www.lutte-ouvriere.org](http://www.lutte-ouvriere.org)  
[www.union-communiste.org](http://www.union-communiste.org)  
[contact@lutte-ouvriere.org](mailto:contact@lutte-ouvriere.org)  
**Vidéos** [www.lutte-ouvriere.org/multimedia](http://www.lutte-ouvriere.org/multimedia)  
**Audio-LO** [www.lutte-ouvriere-audio.org](http://www.lutte-ouvriere-audio.org)



# NATHALIE ARTHAUD

## LE CAMP DES TRAVAILLEURS

**lutte**  
OUVRIÈRE

## Les travailleurs, seule force sociale pouvant faire progresser la société

Lors des derniers meetings de Nathalie Arthaud, à Troyes, Poitiers, et à Limoges le 15 janvier, des débats animés ont porté sur de nombreux aspects révoltants de la société actuelle.

« Comment lutter contre les féminicides et les violences conjugales ? » « Que proposes-tu contre la précarité étudiante ? » « Comment envisages-tu l'école de demain ? » « Quel est ton programme pour que les classes populaires aient accès à la culture ? » Sur chacun de ces problèmes, Nathalie a défendu un point de vue communiste. Car aucun d'entre eux ne peut trouver de solution dans une société organisée en fonction de la recherche du profit.

Il y a de quoi être révolté par le fait que les gouvernements ne consacrent pas les moyens nécessaires à la protection des femmes victimes de violence, les associations qui se battent pour les obtenir mènent un combat légitime. Mais pour que les femmes puissent choisir leur vie et se défendre, elles doivent avoir leur indépendance économique; ce combat passe donc aussi par celui pour les salaires et les conditions de travail. Mais, au-delà même de la question des moyens économiques, « la société bourgeoise, parce qu'elle est fondée sur l'exploitation et les rapports de force, perpétue les préjugés et les comportements individualistes et violents ». C'est tout cela qu'il faut faire voler en éclat si l'on veut mettre fin à l'oppression des femmes. « Il ne s'agit pas seulement de prendre

les mesures d'urgence nécessaires pour aider les femmes, mais de mener un combat pour la transformation de la société. » Dans ce combat, les femmes seront en première ligne, comme elles l'ont été dans les luttes du passé.

Cette société n'offre pas non plus de perspective aux jeunes des classes populaires, qui doivent galérer s'ils veulent faire des études, alors que la société déborde de richesse. « Tant qu'il y aura des classes sociales, c'est la classe bourgeoise qui profitera du meilleur » de l'école, de la culture, comme de tout ce que la société produit.

Beaucoup ont dit leur inquiétude face aux problèmes environnementaux, certains se demandant même s'il ne faudrait pas produire moins pour préserver la planète. Mais, dans ce domaine non plus, on ne trouvera pas de solution sans contester l'organisation sociale dans son ensemble: tant que la classe capitaliste reste à la tête de la société, « on ne peut pas produire consciemment, on ne peut pas planifier la production en fonction des besoins de l'humanité et de l'équilibre de la planète ».

Sur tous ces sujets, Nathalie a rappelé que son programme « n'est pas un catalogue de promesses », contrairement aux candidats qui aspirent à gérer cette société, et jettent à la poubelle toute mesure qui

risque de coûter quelque chose à la bourgeoisie dès qu'ils arrivent au pouvoir. Il s'agit de défendre une perspective communiste, qui repose sur la confiance dans la capacité des travailleurs – qui font déjà tout dans la société – à organiser celle-ci infiniment mieux que la classe capitaliste actuellement au pouvoir. Parce que la lutte pour leurs intérêts les amène à contester la domination capitaliste, les travailleurs ont dans leurs mains plus que l'arme nucléaire, ils peuvent changer le monde.

Le changement ne viendra pas d'une élection, mais cette campagne peut être une étape vers la construction d'un parti communiste révolutionnaire portant ces perspectives.



À Limoges, le 15 janvier.

## Réunions publiques

**Audincourt**

**Jeudi 20 janvier  
à 17h30**

Foyer municipal

**Nancy**

**Vendredi 21 janvier  
à 18 heures**

Centre de congrès  
Prouvé

**Saint-Étienne**

**Mercredi 26 janvier  
à 19h30**

Amicale laïque Chapelon  
16, place Jacquard

**Annecy**

**Jeudi 27 janvier  
à 19 heures**

Salle des Clarisses

**Valence**

**Vendredi 28 janvier  
à 19 heures**

Salle de réception  
du stade Pompidou

**Amiens**

**Mercredi 2 février  
à 19 heures**

Salle Dewailly (à côté  
de la Maison de la culture)

**Tours**

**Jeudi 3 février  
à 20 heures**

Centre de vie du Sanitas  
10, place Neuve

**La Rochelle**

**Vendredi 4 février  
à 18h30**

Salle René-Petit  
17, rue du Prado

**Nantes**

**Samedi 5 février  
à 15h30**

Salle Mauduit  
8, rue Arsène-Leloup

**Clermont-Ferrand**

**Jeudi 10 février  
à 20 heures**

Salle Duclos  
Rue Gaspard Monge  
Quartier Saint-Jacques

### Meeting à Paris

**Samedi 12 février  
à 15 heures**

Salle de la Mutualité

24, rue Saint-Victor, Paris 5<sup>e</sup>



### Le site de campagne de Nathalie Arthaud

sur [www.nathalie-arthaud.info](http://www.nathalie-arthaud.info)

- Ses idées et son programme de lutte
- L'agenda des prochaines réunions
- Notre matériel de campagne, brochures, affiches
- Les enregistrements de ses passages dans les médias
- Comment nous rejoindre et nous soutenir ?

